

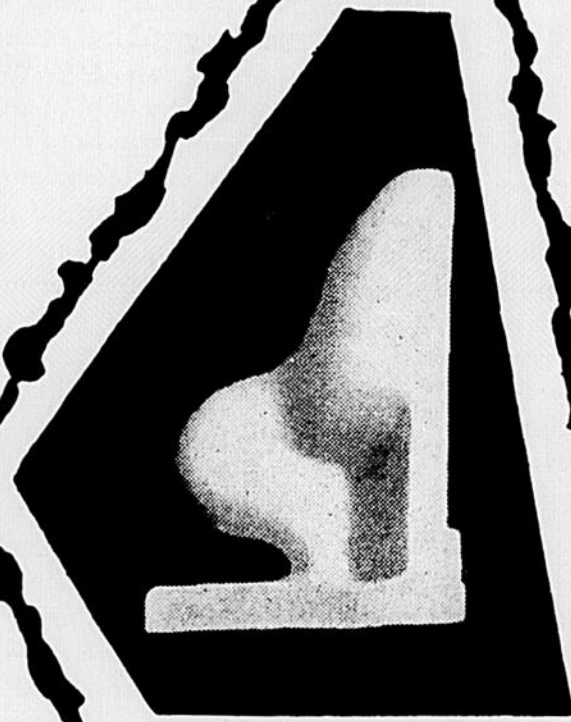
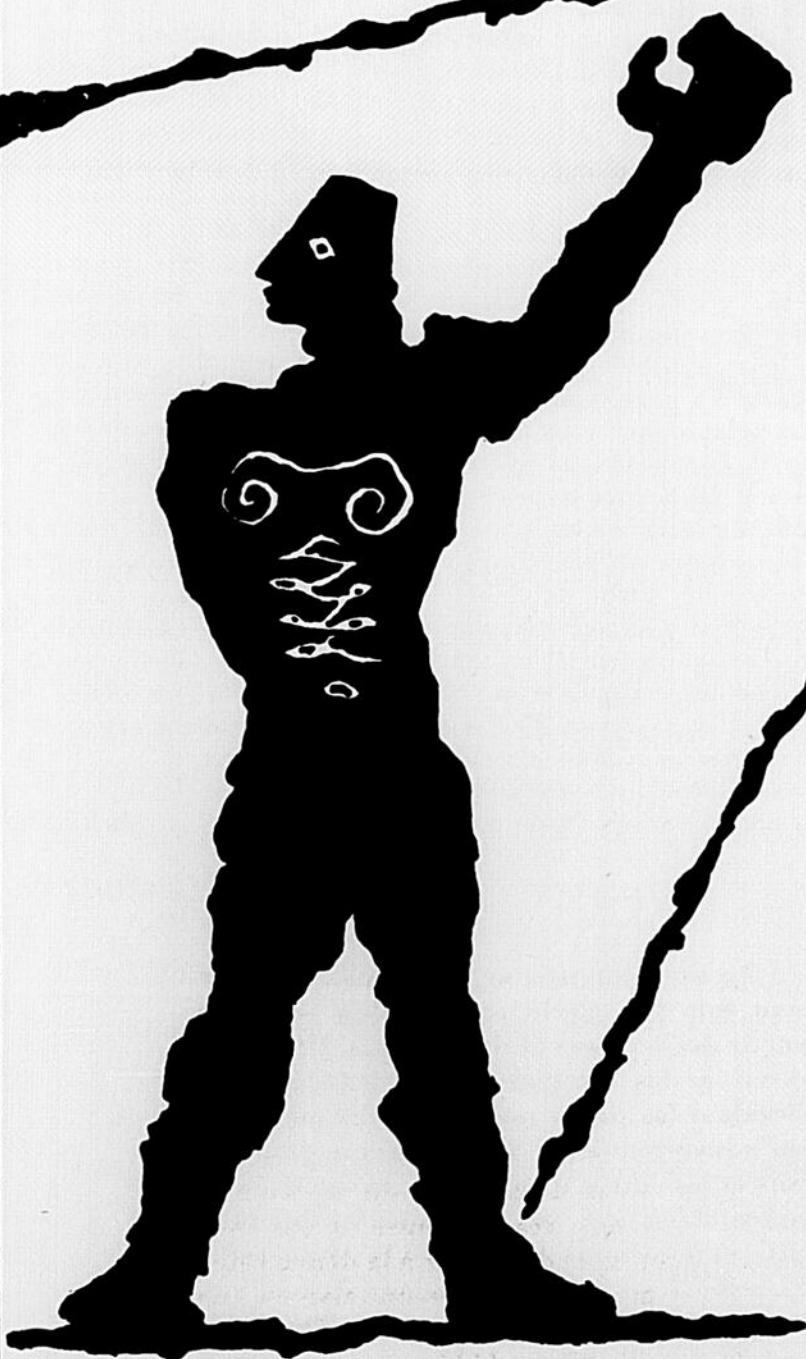
ARCHITECTURE

À
LA
MEZZANINE
DU
GRAND
SALON

FORME
COULEUR
LUMIÈRE
TEXTURE

EXPO.

ASSOCIATION
DES
ÉTUDIANTS
EN
ARCHITECTURE
DE
MONTRÉAL



Le Quartier Latin

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

Journal bi-hebdomadaire de l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal

BIEN FAIRE ET LAISSER BRAIRE

MONTRÉAL, 5 FEVRIER 1963

VOLUME XLV — NUMERO 33

EDITO

TRÈVE DE HAMACS !

L'Exécutif provisoire du N.P.D. québécois proposait la semaine dernière l'idée d'un front commun des groupements canadiens-français — partis politiques et autres — « en vue de rechercher la solution au malaise actuel », et éventuellement de construire une unanimité autour de la revendication d'une révision du pacte confédératif.

Si on a voulu manifesté par là une certaine fatigue à l'audition de récriminations verbales, de manifestations de sympathie et de proclamations d'accords de principe sur la nécessité de... j'en suis, et je retiens la proposition N.P.D. comme la seule qui ajoute à l'avantage de conduire à une action concertée celui de résumer en tenant compte toutes celles qui ont voulu souligner le malaise. J'aimerais proposer à l'A.G.E.U.M. de saisir cette invitation au vol, en précisant pourquoi et comment.

Je suis bien conscient d'entonner un air connu en répétant que depuis peu, disons juin 1960, le Canada français digère vite: bien des réformes ont été avalées, et l'ensemble des mises en questions qui les ont provoqué n'ont pas fini d'entraîner des remous. Heureusement. Objectifs à court et à long terme, recours à des compétences, rationalité dans les transformations, bref, phénomène nouveau: on a reconnu que nos besoins sociaux exigent une analyse et des solutions, les deux criant la nécessité de ce que l'on pourrait appeler de véritables politiques.

Pourtant, il apparaît que derrière l'urgence de définir des politiques provinciales apparaît périodiquement, au gré des limitations rencontrées, celle de fixer une attitude et une politique en face de l'ensemble qui nous englobe, et du gouvernement qui le représente: celui du Canada. C'est inévitable qu'au cours de la définition de ce que l'on a à faire, on touche souvent la paroi des unités politiques qui nous disent qui on est.

Cette dernière urgence, il couve sous la proposition N.P.D. qu'elle la reconnait à plein. Confirmation après bien d'autres, de ce qui s'était exprimé autrement: d'abord un objectif que Pierre Vigeant avait proposé à nos députés à Ottawa, à savoir défendre au-dessus des partis une politique commune en ce qui regarde le Canada français comme tel. Une nécessité que nous impose à sa façon le discours de M. Pearson, ensuite.

Par ailleurs, le malaise actuel, qui a atteint un sommet avec la manifestation anti-Gordou de décembre, a amené depuis M. Johnson à réclamer une révision du pacte confédératif sous peine d'indépen-

dantisme: un ultimatum qui se donne du temps cependant, soit jusqu'en 1967.

Le premier ministre Lesage, plus timide là-dessus, parle de dernière chance. La F.T.Q. propose aussi une révision du pacte confédératif, M. Laurendeau une enquête sur le bi-culturalisme, tout cela après que les Créditistes eurent mené une belle lutte lors de la session — fin 1962. Pendant ce temps, les séparatismes refusent toujours de reconsidérer quoi que ce soit de l'Infâme Pacte, et M. Diefenbaker se balance gentiment dans le hamac que lui a tissé M. Laurendeau, d'où il vient de laisser tomber une idée de conférence fédérale-provinciale.

Et l'on pourrait parler de M. Dorion...

Tableau coloré, peint en retenant les plus importantes contributions, où domine une teinte: celle d'un consensus canadien-français sur la constatation d'un malaise, dont notre sous-représentation dans le haut-fonctionnarisme fédéral n'est qu'un aspect, sur la nécessité d'en démêler les causes et les conséquences possibles, enfin sur l'urgence d'être conséquent avec cette analyse dans une action de groupe.

Ça, c'est le décor de la proposition d'un front commun canadien-français, à relever sous peine de dispersion inutile d'énergies, de colères épisodiques, de feux d'effigies, de chèques bilingues, de drapeaux et de tout le folklore d'ambiguïtés niaises servies à la moderne par certains partis qui leur ressemblent.

Un front commun, un train à ne pas manquer actuellement, car il doit rouler sur un certain tapis d'unanimité: or elle existe. Bon. Quoi faire? — que l'Ageum empoigne l'invitation lancée par l'Exécutif provisoire, et à titre d'association incluse sous l'invitation, se charge de convoquer la première réunion, du front commun, en dressant, après consultation avec les intéressés, une liste de participants, un programme à traverser, ou un ordo du jour simplement.

Un rôle d'organisation, de cristallisation, plus difficilement réalisable pour qui que ce soit d'autre, surtout un parti politique, et qui n'enlève rien à l'initiative N.P.D.: elle pourra continuer à se déployer comme elle pourra.

Ce serait pour l'A.G.E.U.M. une façon concrète d'apporter une contribution positive à la solution d'un problème pour lequel elle a déjà manifesté une certaine impatience, dont les conséquences pourraient du reste être tout au moins aussi profitables que celles qui ont suivi le siège du Reine Elisabeth, et traduire à nouveau la volonté de se placer au service de la nation.



Fonctionnarisme et politique :

Monsieur Lapalme, qu'avez-vous à nous offrir?

« Comme le pouvoir était beau dans l'opposition ». C'est par ces paroles que M. Georges-Emile Lapalme débuta son entretien le 26 janvier dernier, lors du banquet de clôture du Parlement-Ecole de la faculté de Droit. Déjà le ton était donné; M. Lapalme allait nous parler simplement, avec sincérité, d'une expérience vécue.

M. Lapalme qui a toujours « trouvé beaucoup de désenchantement dans la revalorisation de nos moeurs politiques » a noté la démission des élites face à la chose publique. Il a insisté en particulier sur l'absence des universitaires qui s'en sont désintéressés pour se réfugier dans un confort uniquement matériel. L'absence d'élite dans les partis politiques a-t-il dit, a toujours été un fait.

C'est donc en résumé un appel pressant que M. Lapalme nous a lancé... « Vous, étudiants, serez-vous aussi des absents? »

Deux possibilités semblent se présenter à nous étudiants. D'une part, solution que vous n'admettez pas M. Lapalme, nous en sommes certains, les étudiants peuvent au cours de leurs études s'intéresser à la politique ou plutôt aux politiciens, faire partie de clubs politiques pour « se placer les pieds », intrigues qui ne sont bien souvent qu'une forme déguisée de patronage. Il y a surtout d'autre part une présence, celle dont vous parlez sans doute, qui peut constituer un apport véritable pour un gou-

vernement, qui se traduit aussi bien dans le fonctionnarisme que dans la vie politique publique: présence d'hommes honnêtement et lucidement engagés.

De la vie publique, ces hommes lucides ont trop souvent été absents. A plusieurs reprises on a d'ailleurs fait le procès de nos moeurs politiques. Mais, si les élites se sont montrées absentes aussi du fonctionnarisme, la faute n'incombe-t-elle pas alors surtout à l'état qui n'a jamais donné au fonctionnarisme l'importance qui lui revenait?

A l'heure actuelle certes, comme le notait M. René Lévesque, la semaine passée, nous savons que « la valorisation du fonctionnarisme est l'une des préoccupations du gouvernement, valorisation qui croît à mesure que s'amplifie le rôle de l'état dans la société. » La constitution même de l'association des employés du ministère des richesses naturelles en est un signe. La demande par certification, de demande très récente, de 4 syndicats de fonctionnaires témoigne en ce sens.

Mais, sont-ce là des réformes suffisamment profondes? Nous nous le demandons. Car, Monsieur Lapalme, les étudiants ne seront attirés vers le fonctionnarisme que dans la mesure où celui-ci sera un instrument adapté aux fins que poursuit l'état.

Michèle RIVET

Le tout imposé par la décence d'établir une fois par siècle ce que l'on veut, de sortir des nuances et des brumes. Une sorte d'union des électeurs, dont les décisions lieraient les partis politiques, les membres de gouvernements: une occasion pour les uns et les autres d'entre eux de représenter autre chose que des fantômes et des intérêts, et pour nous de goûter à la démocratie. Si celle-ci est utopique, reconnaissons aux utopies leur nécessité historique. Sinon...

Et les élections fédérales qui approchent...

Luc MARTIN

LES ÉTUDIANTS CRÈVENT DE FAIM . . .

mais le Gouvernement semble ne rien faire

C'est aujourd'hui qu'une centaine d'étudiants de l'A.G.E.U.M. harçèleront les 95 députés afin de leur faire part personnellement des problèmes financiers auxquels font face les étudiants.

Il ne sera pas question de piquetage, de vandalisme ni de parade avec pancartes. C'est une rencontre d'affaire que les étudiants réclament. Il faut mettre cartes sur table aussi bien chez les étudiants que de la part des gouvernants.

Les étudiants

A l'heure actuelle, une enquête menée chez les étudiants dans les principales facultés a démontré que 41% des étudiants n'ont pas encore reçu

leur premier versement de bourse. En Architecture, où la situation est la plus critique, ces étudiants sont au nombre de 80%; en Médecine Vétérinaire 77%, Médecine 50%, Droit 48% . . . et la liste pourrait s'allonger ainsi indéfiniment.

Comme le dit le rapport que l'A.G.E.U.M. présente au gouvernement provincial « il faut blâmer le gouvernement en général et plus spécialement le ministre de la Jeunesse qui n'a pas tenu parole et qui, dans les réformes qu'il a entreprises, a fait preuve d'imprévoyance et d'inefficacité ».

Du côté du gouvernement

Car, M. Paul Gérin-Lajoie, l'an passé, (20 février 62)

avait assuré les étudiants que l'an prochain, soit cette année, tout serait réglé. Or il n'en est rien, et la situation ne fait que s'aggraver.

Il est temps que le gouvernement s'aperçoive qu'il ne peut leurrer indéfiniment les étudiants. Des promesses pour les années futures, les étudiants n'en veulent plus. Il nous faut une promesse formelle du ministre de la Jeunesse, mais promesse endossée par le gouvernement tout entier.

Les erreurs sont d'ordre administratif et c'est cette promesse de les éviter que nous exigeons. Car, si quelques petites erreurs administratives peuvent sembler insignifiantes pour un gouvernement, elles

empêchent tout de même des étudiants de vivre convenablement et même de venir à l'université.

Réformes proposées :

Aussi l'A.G.E.U.M. exige des réformes qui doivent s'appliquer dans un avenir très immédiat. Le rapport indique d'ailleurs très clairement ces réformes :

«1—que la date limite pour la remise des demandes de bourse soit fixée au 1er juillet

2—que les étudiants reçoivent avant le 1er septembre une réponse à leur demande

3—que les étudiants reçoivent avant le 15 septembre le 1er versement, et le 2e avant le 30 janvier.

Pour qu'un étudiant commence l'année académique dans une sécurité relative, il lui faut établir son budget. C'est pour cette raison qu'il doit être au courant de tous ses actifs réalisables avant le premier septembre. »

Esperons qu'aujourd'hui Québec se rendra compte, une fois pour toute, de la gravité de la situation et qu'il décidera d'y remédier de façon intelligente.

Michèle RIVET

Certains pourtant, protestent...

Les étudiants en Architecture protestent contre la lenteur du gouvernement à attribuer des bourses aux étudiants, contre l'incertitude dans laquelle le gouvernement maintient de nombreux étudiants, et contre le trop grand nombre de refus tardifs aux demandes de bourses.

Le système de bourses s'avère un échec complet qui asservit les étudiants plus qu'il ne les aide. Ce que les étudiants réclament c'est L'ÉDUCATION GRATUITE À TOUS LES NIVEAUX, promise par le parti libéral. Les étudiants réclament également qu'une plus grande part des deniers publics soit employée à promouvoir l'éducation : construction d'écoles, équipement scolaire, salaire des professeurs, bourses de spécialisation, et pré-salaire aux étudiants.

Au sein du gaspillage érigé en système dans notre société capitaliste, la faible part de nos ressources attribuée à l'éducation est un scandale.

Les étudiants en Architecture protestent également contre l'existence, au coin des rues St-Urbain et Sherbrooke, entre l'École des Beaux-Arts et l'École d'Architecture, d'affiches publicitaires horribles et réclament un règlement municipal les interdisant.

(COMMUNIQUÉ)

Délai pour la présentation des demandes de bourses de perfectionnement

Exceptionnellement cette année, le ministère de la Jeunesse acceptera jusqu'au 30 janvier les demandes de bourses de perfectionnement et de bourses pour la formation universitaire du personnel enseignant. Le Service de l'Aide aux étudiants ne recevra cependant que les demandes des candidats qui détiennent déjà des questionnaires. La date limite avait d'abord

été fixée au 15 janvier.

Il faut souligner que pour les prochaines années, la Division des bourses refusera toutes les demandes qui lui parviendront après la date limite, afin d'éviter des retards dans l'analyse des questionnaires. De plus, comme ces bourses sont attribuées par voie de concours, il est normal qu'à l'avenir, seuls les candidats qui auront présenté leurs de-

mandes dans les délais puissent y participer.

Ces deux catégories de bourses ne comprennent pas toutefois les bourses universitaires de perfectionnement à temps partiel, les bourses de perfectionnement pour les professeurs de l'enseignement spécialisé et pour les fonctionnaires.

COMMUNIQUÉ

Ce midi au Grand Salon :

Marcel Rioux et Jacques Larue-Langlois

parleront du

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

TRIBUNE Libre

Un mot à Stéphane

Monsieur,

Je ne sais de quelle Faculté vous êtes. Je ne tiens pas vraiment à le savoir de peur d'être déçu. Je me demande seulement si vous avez fait usage, en écrivant, de la « faculté » que possède le commun des mortels sur ce campus ?

Que vous ayez vos opinions, je le concède. Que vous les écriviez toutes, je le concède moins, à cause des lecteurs dupés par un semblable article. Que vous mêliez en plus la Religion à ces mêmes opinions, c'est là porter

à confusion et trahir publiquement le « sens unique » de vos trop rudimentaires connaissances dans les domaines touchés.

Vous demanderait-on de vous taire ? Certes non, nous sommes en démocratie. Que vous vous retrempez quelque part dans un stage de maturation ? Oui. Ce serait naturellement, à votre avantage et à celui des lecteurs sérieux. A moins que votre article fut un truc du métier — bien connu des vieilles mains du journalisme — plaquer un article « plat » pour

mieux faire ressortir les autres. Alors, c'est une réussite !

A propos du chiffre un (1) qui paraissait à droite de votre titre, il devrait plutôt signifier la parution d'un second article complétant adéquatement le premier. Vous pourriez alors faire mention des partisans de la météorologie comme responsables aussi de la surpopulation... et comme vous avez de la VEINE vous apporteriez une solution aisée.

Fernand VAILLANCOURT
Inst. Sup. des Sc. Religieuses

SURVEILLONS-NOUS...

«... M. Hamel se mit à nous parler de la langue française, disant que c'était la plus belle langue du monde, la plus claire, la plus solide, qu'il fallait la garder entre nous et ne jamais l'oublier, parce que quand un peuple tombe esclave, tant qu'il tient bien sa langue, c'est comme s'il tenait la clef de sa prison.

Alphonse Daudet,
« La dernière classe ».

Messieurs,

Jusqu'à présent, chaque fois que je rencontrais une de ces fautes d'orthographe monumentales dans « Quartier Latin », je me contentais de secouer la tête en me disant : « Que d'erreurs typographiques ! » Mais voilà que, à deux jours d'intervalle, dans le numéro du 22 janvier, je lis à la page sept, dans l'article d'un élève de la faculté de Droit, 2e année (sic) l'énormité suivante : « Quelques soient les responsables de ce triste geste, il faut que ça change » ; et dans l'éditorial du 24, en page deux : « l'acquisition d'armes nucléaires quelque soit leur provenance... ».

Je n'insisterai pas sur les autres fautes commises dans le même article, telles que « nous ne pourrions repoussé... », « un rôle dont l'histoire l'a obscurément préparé à jouer... » ; « l'armée canadienne utilisera des armements qui requiert la permission américaine... » et j'en passe. Mais l'emploi de « quelques soient » ou « quelque soit » pour « quels que soient »

ou « quelle que soit » semble généralisé. Serait-ce là une particularité de la grammaire canadienne-française.

Voyez-vous, j'enseigne le français à des élèves de langue anglaise. Or, mes bons élèves, eux, ne font pas ces fautes. Alors que dois-je répondre à ceux qui me montrent une photo du *Montreal Star* du mercredi 12 décembre, représentant des étudiants canadiens de langue française brandissant une pancarte avec l'inscription : « A BAT GORDON » ?

J'avais l'intention de me servir de « Quartier Latin » dans mes classes, car au fond, un journal porte-parole d'étudiants canadiens-français ne devait pas manquer de les intéresser. J'aime autant vous dire qu'ai j'ai vite discontinué cette pratique ! J'avais honte. J'ai honte. D'autant plus que je suis tout à fait d'accord avec les idées exprimées dans cet éditorial du 24. Mais comment oserais-je montrer cet article à mes élèves ? Je ressentirais la même gêne que le jour où je vis dans le *Montreal Star* la photo d'un groupe de manifestants arborant cet écriteau : « Le désarmement est le meilleur abris... »

ou quelque chose de la sorte. Je m'excuse de ne pouvoir donner de références plus exactes, mais il est facile de s'adresser aux archives du journal en question.

Que voulez-vous, cela me fait de la peine. Et c'est bien pour cela que je finis par prendre la plume après des semaines de

silence, semaines pendant lesquelles se sont accumulées les fautes d'orthographe et de français que l'on corrige au niveau primaire, comme dirait une de vos collaboratrices (voir : *pitoyable, lamentable*, page 3, Quartier Latin, 22 janvier). Je pense aux expressions comme : « M. Caouette sert la main à... » (Bloc Notes). Dites ce que vous voulez, cela est monstrueux. Que l'on puisse trouver de telles perles dans un journal publié par des universitaires (mes élèves anglophones auraient tendance à dire « soi-disant universitaire », et comment les en blâmer (1), c'est inadmissible.)

Et si l'on n'en trouvait qu'une ou deux par journal... Mais ce sont des dizaines par page ! C'est trop. Beaucoup trop. J'ai eu beau vous chercher des excuses pour vous défendre aux yeux de mes élèves : « ces journaux sont préparés à la hâte ; ceux qui les impriment ne sont pas nécessairement des universitaires, etc... » Mais tant, c'est vraiment trop. Je n'arrive plus à me convaincre moi-même. Comment en convaincre les Anglais qui ont déjà tendance à nous juger sévèrement ? Faites un effort. Surveillez-vous.

M. PARADIS

(1) «... ces gens-là sont en droit de nous dire : « Comment ! Vous prétendez être Français, et vous ne savez ni parler ni écrire votre langue ! »

Alphonse Daudet,
« La dernière classe »

Il a fallu DIX ANS...

Oui, il aura fallu dix ans, je dis bien dix ans, pour qu'un de nos aumôniers réussisse à réunir un groupe d'étudiants qui prennent en charge d'une façon régulière certains services paroissiaux qui vont plus particulièrement aux laïques. Et pourtant, nous sommes dans une université catholique où se côtoient plus de sept mille étudiants !

La petite vingtaine de jeunes qui sert aux messes quotidiennes et dominicales, qui lit à ces mêmes offices l'Épître et l'Évangile, s'occupe également de la préparation d'un feuillet liturgique : Prologue. Pourquoi faut-il donc que si peu de jeunes, alors que la grosse majorité a reçu une formation chrétienne, s'intéressent à la vie liturgique ? Beaucoup me répondront qu'ils en ont assez eu au collège ou ailleurs, et que maintenant qu'ils volent de leurs propres ailes, ils n'ont pas l'intention d'aller s'embarrasser de Liturgie ou de tout ce qui y est rattaché. Je trouve cette attitude, là où elle existe, très négative. N'est-ce pas justement parce que nous sommes plus libres de nos actes et de notre façon de penser que nous devons maintenant nous poser franchement le problème : je suis baptisé, donc Chrétien, qu'est-ce que cela signifie pour moi ?

Peut-être est-ce parce que nous ne sommes pas suffisamment renseignés que nous négligeons d'apporter notre participation à la vie liturgique ? Les moyens mis à

notre disposition actuellement sont là pour nous aider. Alors ? Où faut-il donc chercher, pour qu'en cette période de renouveau liturgique, de Concile, si peu de laïques et surtout de jeunes participent vraiment à la vie de l'Église ?

Le nombre de ceux qui, parmi les jeunes, se plaignent des messes baclées, dites trop vite, où l'on ne sent pas suffisamment de participation de la Communauté, serait certainement plus faible si ces mêmes jeunes essayaient d'apporter leur collaboration à tout ce qui se fait de nouveau. Pourquoi, pensez-vous, qu'une paroisse comme Saint-Rémi a si bien réussi ?

A vous qui pensez ne pas en savoir suffisamment long sur la Liturgie, à vous qui désirez que ça change, je dis : Réservez vos soirées du 12 et 13 février prochain. Dans quel but ? Vous informer sur le « Rôle de l'Assemblée » en écoutant et questionnant le Père Kanthius Mathura, Franciscain, et sur le « Rôle de l'équipe liturgique dans l'Assemblée » en écoutant et questionnant le Père Gignac, Dominicain.

Le programme complet de ces soirées paraîtra dans le Quartier Latin et sera également affiché.

Voici vraiment une occasion de se renseigner pour mieux vivre une vie qui se veut souvent plus chrétienne, mais qui ne peut l'être parce qu'on a trop tendance à être observateur plutôt qu'acteur.

Bernard PHILOGÈNE

LE QUARTIER LATIN

journal bi-hebdomadaire de
l'Association Générale des Étudiants de l'Université
de Montréal

Membre de la Corporation des Échelliers Griffonneurs

Directeur : Jacques Girard

Rédacteur en chef : Michèle Rivet

Secrétaire à la Rédaction : Michel Beaulieu

Comité éditorial : Guy Bertrand, André Dubois, Gabriel Fortin, Luc Martin, Michel Pichette, André Poirier, Claude Roy, André Smith, Michel Vennat, Stéphane Venne, Antoine Zalatan. Section artistique : André Brochu, Jacques Tardif, Marc Laurendeau, Michel Amyot, Danielle Sauvage, Mireille Dansereau, Robert Mackay. Section économique : Hubert Lapierre, Michel Paquin, Georges Dahmen. Section de l'Éducation : Philippe Reid, Réginald Boucher, Jacques D. Girard, Marthe Lépine, Ghislain Clermont. Section internationale : Pierre Hogue, Renée Lescop, Pierre Blache. Section nationale : Suzanne Thomas, André Carrier. Section des Nouvelles : François Dorlot, Serge Langevin, Marie-José Cantin, Suzanne Thomas, Francine Tougas. Section politique : Jacques Poulin, Pierre Hogue, Renée Lescop, Robert Côté. Section scientifique : Lorne Bouchard, Raymond Lafontaine, Pierre Rivest, Lionel Hervieux, Robert Ducharme, Claude Marullo, Yvon Séguin, Luc Desnoyers, Bernard Philogène, Pierre Desjardins. Section sportive : Claude Chapleau. Caricaturistes : Clér, Stobin, André Lemieux. Photographes : Jean-Marie Dorlot, François Dorlot, Danièle Sauvage, Pierre Savard, André Bohémier.

Publicité : Georges Lefebvre — RE. 7-6561
Abonnement pour l'année universitaire : \$3.00
C.P. 6128 — Local 707 — RE. 8-9616
2222, ave. Maplewood, Montréal 26

Imprimé à 975, rue De Bullion,
Montréal 18

DE LAMIRANDE
ENRG.

Le Ministère des Postes à Ottawa,
a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi
comme objet de deuxième classe de la présente publication.

FESTIV'ARTS

auto-critique

L'A.G.E.U.M. a-t-elle eu tort d'adopter la formule Festiv'Arts ?
La semaine a-t-elle été ratée ou réussie ?
Faut-il abandonner ou poursuivre ?

JEAN THOMAS,
DIT "LAURAC"

Les administrateurs des finances et de la politique agéumiques ne jouent pas à la roulette russe. Et je sais que Landry et ses pairs ont horreur de laisser le hasard prendre le gouvernail de leur barque. Or quand André Dubois, directeur général de la Société Artistique a soumis à l'Exécutif son projet de bâtir une semaine artistique, il a dû faire valoir des arguments capables de réunir l'unanimité.

D'abord, pourquoi cette tradition, pourquoi louer annuellement la Comédie-Canadienne le temps d'une semaine et y convier le public ? En remettant le tout en question, on découvrirait que ce n'était pas pour nous amuser nous-mêmes que cette tradition était viable et valide, mais au contraire pour nous faire connaître au grand public. Nous faire connaître du plus grand nombre par notre bon goût. En un mot : le prestige à l'extérieur du Campus.

Il apparut ainsi qu'un éventail de manifestations artistiques diverses serait à propre à rejoindre toutes les couches de la population. Pour que la rencontre avec le public soit véritablement prestigieuse, un seul critère dominait auquel il fallait s'agripper : la qualité. Concrètement, cela signifiait qu'on dirait au public : « Les étudiants vous invitent à entendre le chef-d'œuvre de Beethoven avec les meilleurs artistes disponibles, regarder un film situé à la pointe de la production récente et aussi des classiques du cinéma, apprécier la troupe de théâtre la plus hardie et le plus « actuelle » de la métropole, entendre le meilleur pianiste de Jazz au goût de la critique mondiale, découvrir le groupe que nous croyons être le plus comique en ville, redécouvrir trois excellents artistes canadiens de la chanson ».

On invitait le public à un festin, espérant qu'il y reconnaisse notre bon goût et à travers lui une image favorable de l'esprit étudiant, qu'il y trouve plaisir et nous en sache gré. Mieux aimés, les étudiants seraient peut-être mieux compris, plus écoutés.

Erreurs, échecs

Nous ne nous cachons pas nos erreurs. Celle qui frappe le plus les étudiants est que nous n'avons pas réduit davantage le prix des billets pour les membres de l'A.G.E.U.M., ainsi que Mlle Christiane Verdon l'a souligné dans une récente livraison du Quartier Latin, en invoquant

la *pauvreté* de l'étudiant moyen. Ce n'est cependant pas pour cette raison que nous battons notre coulpe. D'abord, l'expérience (dont M. Georges Lefebvre, administrateur des dollars de l'A.G.E.U.M. est dépositaire) démontre : primo, que l'étudiant moyen s'intéressa rarement à plus de deux soirées offertes par les Festiv'Arts, et, secundo, qu'il ne se précipitait pas sur les billets les moins chers. Ensuite, comme il est énoncé plus haut, Festiv'Arts ne s'adressait pas aux étudiants d'abord (si oui, nous aurions fait Festiv'Arts intra muros et non à la Com.-Can.) mais au grand public. C'est à lui que nous voulions donner une bonne impression des étudiants et non à nous-mêmes. Si nous avons fait une erreur en ne donnant pas de meilleurs prix aux étudiants, c'en est une contre l'éthique, contre le protocole : à titre d'hôtes, les étudiants avaient droit à un traitement de faveur.

Une autre erreur se glissa dans notre publicité. Nous avons perdu du temps, plus exactement une semaine, à disperser les éléments publicitaires de Festiv'Arts dans des petits carrés reproduits dans les journaux, qui passaient totalement inaperçus. Quand arriva la publicité globale, elle manqua aussi du « punch » que lui auraient conféré un sigle distinctif ou un certain cliché. Ce manque dans l'armature publicitaire fut sans doute responsable, et c'est l'avis de M. Jean Vallerand, du demi-échec de la 9^{ième} Symphonie au Forum.

Les organisateurs de Festiv'Arts se sont fait jouer dans les pattes par Madame Françoise Berd, directrice du Théâtre de l'Egrégoire. Faut-il blâmer l'inexpérience de ceux-là ou la mauvaise foi de celle-ci ? Le contrat qui les liait ne spécifiait pas que la représentation de « Naïves Hirondelles » à la Comédie Canadienne serait la traditionnelle « première » ainsi que convenu verbalement. Cette omission permit à Mme Berd d'annoncer à gauche et à droite, dans les journaux et à la télévision, que la dite « première » aurait lieu dans son propre théâtre de la rue Clark. Mauvaise foi, à coup sûr : « Naïves Hirondelles » fut joué pour la première fois devant le public montréalais dans le cadre de Festiv'Arts. De plus, en vertu du cachet (\$1,600.) que nous offrions, nous aurions pu nous réserver par contrat l'initiative de la publicité faite autour de cette pièce, et non laisser à Mme Berd le

loisir de faire de la réclame à notre détriment.

Toujours en regard de la publicité, certaines soirées ont été mal dirigées. Pour le concert de Jazz, nous aurions dû frapper plus fort à la porte des universités anglaises : et inviter plus expressément collégiens et couturiers à la soirée Gauthier-Léveillé-Julien. Peut-être aurions-nous eu dix fois plus de demandes que de billets disponibles : mais c'eût été tant mieux.

La formule vaut son pesant de dollars

Festiv'Arts coûte aux environs de \$20,000. C'est ce que coûtait la Revue Bleu et Or, mais plus que la somme consacrée à la réalisation de « Seul ou avec d'autres ».

Nous avons quasiment atteint notre but. Les journaux, la TV et surtout la radio ont parlé de nous beaucoup et longtemps. Nos trois derniers soirs ont été des triomphes. Festiv'Arts, pour le public, avait tous les dehors d'un événement unique en cette saison. L'objectif de prestige est presque rejoint. Il le serait entièrement si nous avions empli toutes nos salles.

Parce qu'elle peut rejoindre toutes les couches du public (ce que les revues sont impuissantes à faire), parce qu'elle requiert un investissement raisonnable, que le nom de l'A.G.E.U.M. s'y trouve lié pour le meilleur, que le public et la critique y trouvent plaisir, et finalement parce qu'elle enrage Jean Laurac (cf ci-contre), la formule de Festiv'Arts mérite de vivre encore.

Meilleure en vieillissant

Mais il faut l'améliorer, cette formule. D'abord, que les directeurs y réfléchissent, qu'ils façonnent le programme longtemps d'avance, qu'ils gardent solidement en main les manettes de l'organisation entière. Et que l'expérience acquise cette année serve au cours des tentatives futures.

A l'avenir, nous saurons mieux faire notre publicité. Nous éviterons les spectacles qui n'atteignent qu'un public de spécialistes. Nous avons appris qu'une symphonie au Forum est un éléphant blanc ; un soliste de stature internationale, préférablement un Canadien, aurait beaucoup mieux fait l'affaire, aurait peut-être coûté moins cher et la musique classique s'en serait trouvée aussi bien servie.

Stéphane VENNE
Société Art...

Jean Thomas, sous le nom de Jean Laurac, travaille au « Petit Journal », hebdomadaire parfois agréable et facile de lecture. M. Thomas y écrit. De là à conclure qu'il est journaliste, il y a un abîme infini. M. Thomas, lui, se dit évidemment journaliste; mais quand on songe qu'il se range, se disant, aux côtés de Messieurs Pelletier, Fillion, Laurendeau et autres, et qu'on lit ensuite les chroniques du Thomas en question, on sourit. On pense qu'il aura beau noircir les rames entières de papiers, jamais il ne fera le poids.

Jean Thomas, dit Laurac, écrit mal. Effroyablement mal. C'est, pour le moins, un mauvais départ. Il parle de tout avec un air d'autorité qui n'a d'égal que son ignorance. Il parle de cinéma sans en connaître ni l'histoire, ni la technique, ni la signification. De chansons sans la moindre référence sensée à leurs composantes littéraires et musicales, dont il ne connaît manifestement rien, d'ailleurs. De télévision avec la plus parfaite ignorance de ce que sont les « mass media ». Il patauge dans tous les arts, du premier au septième, donnant de ci de là des coups de hochets qui ne font de mal qu'à ses mythes, prenant des vessies pour des lanternes, Golmann pour Brassens, et soi-même pour un critique.

M. Thomas, dit Laurac, pour des motifs d'ordre tout probablement complexe, entretient des mythes. En lisant sa chronique, le lecteur aura tôt fait de remarquer celui de la « bête noire » souvent symptomatique d'un sentiment de persécution refoulé, et qui émerge sous les diverses formes du masochisme ou du sadisme.

Dans le cas de M. Thomas, dit Laurac, ce sentiment de persécution trouve des manifestations tournées agressivement vers son origine. C'est ainsi que le monde étudiant, pour M. Thomas, devient une jungle opaque, grouillante de bêtes noires, symbole du Mal. A chaque fois que ce monde se manifeste, Jean Thomas saisit donc sa lance, enfourche Rossinante et fonce sur les bêtes noires. En soi, cela n'a rien d'ennuyeux et la santé mentale de tel ou tel adolescent

ne préoccupe généralement que ses proches. Mais voilà : « Le Petit Journal » est lu par un demi million de personnes par semaine. Il est donc normal que les étudiants commentent à en avoir marre.

Et nous voilà amenés à répondre à une objection que M. Thomas, dit Laurac, a soulevée contre Festiv'Arts. Il dit : ce n'est pas le rôle des étudiants d'engager des artistes pour les mettre au menu d'un festival artistique. Mais il suffit de continuer jusqu'au bout ce raisonnement pour rejoindre tout ce qu'il suppose d'absurdité.

Voyez plutôt, Notre rôle comme étudiant est d'étudier. Soit. Mais M. Thomas, d'autre part, se dit d'accord avec la formule des revues et celle du film. Et pourquoi donc, je vous le demande, serait-ce notre rôle de produire des revues, notre rôle de faire des films ? En quoi les étudiants sont-ils essentiellement revuistes ou cinéastes ? Cette tendance à vouloir classer, cataloguer, donner pour l'éternité des rôles et des fonctions tient de la paresse intellectuelle.

La décision par l'A.G.E.U.M. de construire Festiv'Arts résulte d'une réflexion sur l'objectif à poursuivre, suivie d'un choix au niveau des moyens. Festiv'Arts n'est pas notre rôle non plus qu'une institution; c'est un pur moyen. Vous me suivez, M. Thomas ? Et ce moyen disparaîtra ou demeurera selon les circonstances. L'étudiant qui étudie est une chose et l'A.G.E.U.M. une autre. Ce n'est pas, M. Thomas, le rôle de l'Association d'étudier. Notre Association a une existence sociale et ne poursuit pas des fins académiques. L'A.G.E.U.M. existe pour protéger les étudiants, mais surtout pour que le corps étudiant soit connu, apprécié, respecté, et travaille à l'épanouissement de la nation. Festiv'Arts s'inscrit dans cet ordre d'idées.

Qu'il me soit permis d'espérer que M. Thomas nous fichera désormais la paix. Il me semble que l'A.G.E.U.M. fait face à des problèmes assez importants pour que M. Thomas, faute d'entendement, n'aille pas brouiller les pistes.

S. V.

OÙ SONT-ILS DONC, TOUS CES PAYS ?

Il était une fois, un Etre qui avait reçu, sans qu'il ne l'ait jamais demandée, une intelligence, une volonté et une stature d'homme. Il avait été placé par un destin imprévu dans des conditions de temps et d'espace qui le limitaient indéniablement à des cadres précis. L'Etre était très malheureux de voir toujours son horizon ramené à des dimensions étroites et trop restreintes parce que personnelles. Il lui arrivait quelquefois d'avoir de ces idées bizarres, que les gens qualifiaient de « très drôles ! » L'Etre ne pouvait empêcher son esprit de sauter les barrières de l'espace où il était confiné et de courir sur sa planète. Car il avait un cœur à la dimension de tout un monde et une âme qui, assoiffée de pureté et d'amour, cherchait à partager son bonheur avec toutes les créatures qu'elle croisait. L'Etre ne connaissait pas encore sa vérité, il

la cherchait à travers les obstacles quotidiens.

La musique, les sons, les rythmes et les voix rendaient son oreille attentive aux bruits extérieurs. Les notes poussées par le vent arrêtaient le temps et pour quelques instants, il retrouvait la tranquillité du « hama-ca », qui se balance au bord de la mer, l'élan de la « golondrina » qui s'élance vers le ciel ou encore était-il emporté par le son d'une samba endiablée au sommet des collines de Rio. Il traversait la mer bercée par les « echoes of the South Seas ». Il comprenait les rythmes orientaux à la signification obscure. Il écoutait avec application les accords harmonieux à l'oreille hindoue, et cherchait à comprendre la philosophie pleine de sagesse et de délicieuse béatitude de Bouddha. Par la musique, l'Etre pénétrait plus à fond chez les hommes, elle était son radar

dans un monde qui lui était féroce.

Il avait ainsi erré depuis bien des années, il s'était familiarisé avec beaucoup de bruits insolites : le tapage, il en avait fait son affaire. Du « kling klang » chinois, au jazz américain : il connaissait tous les sens.

Il cherchait déjà quelque chose d'autre, de différent pour retenir son attention. C'est à ce moment de relative quiétude que, à la faveur d'une nuit sans étoile, l'écho d'un « negro spiritual » parvint jusqu'à lui.

« Sometimes I feel, like a
[motherless child,

a long, long way from home
a long, long way from home... »

Le cri de l'orphelin abandonné, d'un étudiant désorienté, réveilla dans l'Etre les plus nobles sentiments qui avaient déjà commencé à s'engourdir, étouffés qu'ils étaient par le vacarme environnant. L'Etre en fut remué

jusqu'au plus profond de son âme. Il se leva, marcha vers cet appel, guidé par la voix, cette voix pure et cristalline, cette voix qui appelait du cœur de l'Afrique.

Plus il sentait qu'il approchait, plus son pas se faisait difficile, plus il lui en coûtait ; pourtant, plus le chant était doux et langoureux. Il voulait aider... mais il ne le pouvait pas. Il était désespéré car il ne parvenait pas à localiser la plainte.

Quand la lumière du jour reparût, quand la conscience revint le matin, l'Etre percevait encore le cri émouvant de la nuit. Il sentait qu'il lui fallait faire quelque chose pour aider, pour adoucir la blessure qui fait tant souffrir. Alors, il résolut de faire connaître au monde Sa vérité. La vérité que la musique lui a indiquée, la vérité qui fait souffrir quand elle est connue.

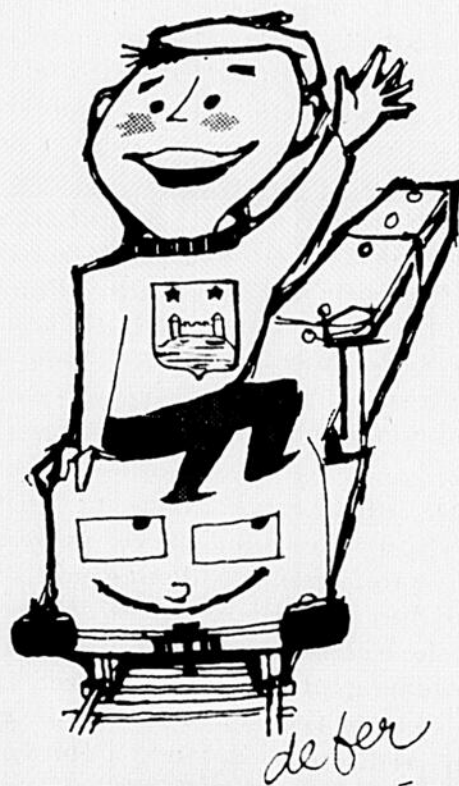
C'est pourquoi, l'Etre a ouvert une exposition de disques et de livres à travers lesquels il nous livre l'expérience de ses voyages, la connaissance de son bonheur. Car son bonheur, il l'a trouvé dans ces pays. Dans ces pays africains qui réclament le secours du monde. L'Etre se rend tous les jours au rendez-vous de la voix cristalline et perçante qui crie au cœur de l'Afrique. Il lui apporte un message de paix et d'amour, de bonté et de pureté. L'Etre a enfin quelquel'un avec qui partager son bonheur !

Mais pour toi, ces pays, ils seront au Centre Social du 6 au 9 février, entre 9 heures du matin et 10 heures et demie du soir. Est-ce que tu n'aimerais pas, toi aussi participer à cette rencontre au-delà du temps et de l'espace ? ...

Luce DIONNE

Janv. 30/63

Pour le comité local de l'E.U.M.



PRENEZ LE CHEMIN DES ÉCOLIERS

Voyager à travers la France par train sera la plus belle expérience de votre vie. Jamais vous ne pourrez approcher plus aisément la population, ou vous rendre dans tous les coins du pays avec plus de facilité. Le réseau de la SNCF, le plus complet et le plus

moderne d'Europe, dessert littéralement tout le pays. Les départs sont fréquents, les horaires pratiques et respectés. Dix heures vous suffisent pour traverser le pays d'un bout à l'autre et admirer les paysages si variés des belles provinces.

Pour vos prochaines vacances en France, informez-vous auprès de votre agence de voyage ou écrivez à :



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Chambre 436, 1500 rue Stanley, Montréal, Qué.

Veuillez m'adresser :

La brochure illustrée "FRANCE"

Tous renseignements sur "EURAILPASS"

Nom

Adresse

Ville

Prov.

Eurailpass

Un seul billet, valable pour un, deux ou trois mois et permettant d'utiliser le chemin de fer dans 13 pays européens, sans limite de distance.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER

À lire dans notre prochaine édition

EDITORIAL DE
STEPHANE VENNE:

« L'Union Nationale,
grande ouverte »

• • •

LE BLOC-NOTES DE
MICHEL BEAULIEU:

« Le Parlement-Ecole
(ou l'illusion
comique) »

• • •

JEAN-YVES SINCLAIR:

« La guerre civile
au Québec »

• • •

GIL COURTEMANCHE:

« La seconde force du
syndicalisme
canadiens-français »

AVIS

Le comité local de l'Entraide Universitaire Mondiale (E.U.M.) annonce une vente de disques et de livres, du 6 au 9 février, au Centre Social.

Il y aura des disques de musiques nationales et folkloriques; les livres, en français et en anglais, traiteront des sujets discutés à l'O.N.U. — Modèle et de problèmes d'intérêt international.

Les revenus de cette vente, seront affectés à un projet pour les étudiants en Afrique française.

Cette vente coïncide avec l'O.N.U. Modèle.



Le Quartier Latin

PORT PAYE A MONTREAL

Journal bi-hebdomadaire de l'Association Générale des Etudiants de l'Université de Montréal

BIEN FAIRE ET LAISSER BRAIRE

MONTREAL, 5 FEVRIER 1963

SUPPLEMENT



LA SEMAINE D'ARCHITECTURE LUMIÈRE – COULEUR – FORME – TEXTURE

C'est le thème de la semaine d'architecture. La semaine d'architecture est présentée par l'association des étudiants de l'école d'architecture de Montréal pour la quatrième année consécutive aux étudiants de la montagne.

Notre « semaine » a donc presque un mois maintenant, ce n'est pas vieux, mais assez pour être rajeunie. En fait, nous avons tenté de la vieillir, ou de lui donner de la maturité.

Il y a trois ans, notre groupe d'étudiants était presque ignoré en dehors de ses murs et c'est avec tapage que nous nous amenions sur le campus pour proclamer que nous étions là et que l'architecture était quelque chose de fantastique. Nous sommes toujours là et nous croyons encore que l'architecture est quelque chose de fantastique. Nous croyons aussi que les étudiants du campus savent que nous sommes là et nous espérons qu'ils reconnaissent l'architecture comme quelque chose de fantastique.

Pour ces raisons, c'est de façon différente que nous présentons la semaine d'architecture cette année. Dans un cadre renové, une partie de notre exposition offre un panorama du travail fait par l'étudiant de notre école depuis son entrée jusqu'à la cinquième année. Cette portion de l'expo, s'adresse surtout aux étudiants des cours secondaires, qui souvent, ont manifesté le désir de voir en quoi consistait notre travail.

Dans la partie la plus importante de notre exposition, et c'est là que nous croyons innover vraiment, nous suggérons plutôt

que de proclamer. Les choses exposées ne se présentent plus comme le produit final mais plutôt comme l'élément qui, composé avec d'autres, donnera naissance à l'architecture. En présentant lumière, couleur, forme et texture, l'initiative de la composition est davantage à l'imagination des visiteurs, à notre imagination.

Tout est lumière, couleur, forme et texture, vous êtes lumière, couleur, forme et texture. Alors pourquoi une exposition? Nous avons pensé un moment ne pas faire d'exposition. Tout n'est pas belle lumière, belle couleur, belle forme et belle texture, alors nous avons décidé de faire une exposition et présenter belle lumière, belle couleur, belle forme et belle texture, chacun des éléments composé avec d'autres pouvant donner naissance à l'architecture.

L'architecture crée un ensemble à partir d'éléments que d'autres ont créés, soit l'artisan de l'usine, soit l'artiste des beaux-arts, soit la nature. Nous avons voulu que ces premiers créateurs aient davantage le premier plan à notre exposition.

Cette nouvelle orientation de notre activité nous mènera peut-être éventuellement vers d'autres activités où tous les artisans de l'environnement seront appelés à participer conjointement.

C'est ce que nous espérons en présentant cette année, lumière, forme, couleur et texture.

Marc DROUIN
Architecture – 5ième

Expo: **ORIENTATION NOUVELLE**

Les membres de l'Association des Etudiants en Architecture de Montréal présentent leur Semaine d'Architecture.

Dans l'esprit de M. André Blais, ancien président de notre Association, qui concevait, il y a quatre ans, le projet d'une exposition d'architecture sur le Campus, cette manifestation devait nous rapprocher des divers groupements aptes à nous enrichir. Un autre but l'animaient: faire connaître aux autorités gouvernementales et universitaires la profession de l'architecte et promouvoir l'affiliation de notre Ecole à l'Université.

Ces buts guident notre action depuis trois ans. Nous nous devons de les repenser.

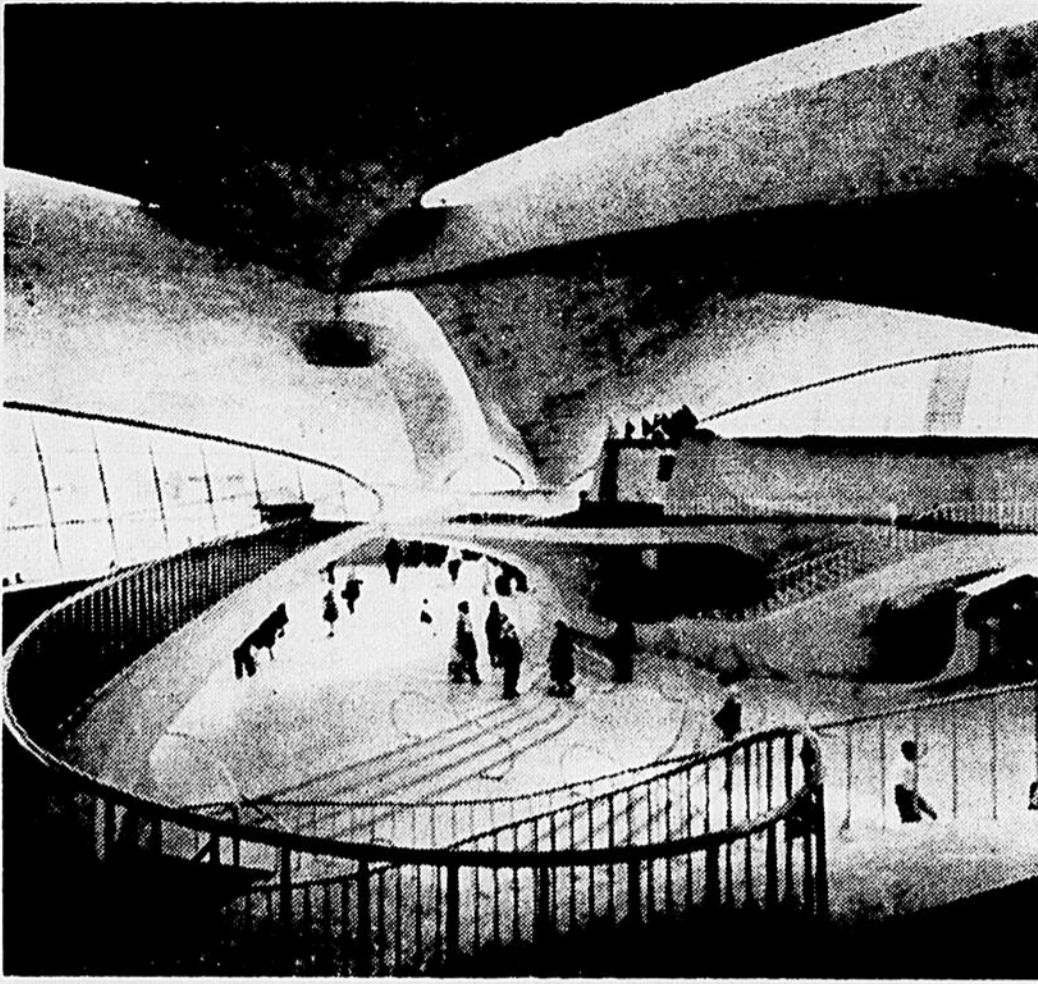
L'affiliation à l'Université est acquise en principe. Elle est une condition essentielle à l'évolution future de l'Ecole d'Architecture de Montréal, et les autorités le reconnaissent.

Avons-nous atteint l'autre but, à savoir la collaboration avec les divers groupements universitaires et

autres? A mon avis, non. Nous nous sommes laissés regarder, admirer ou critiquer, mais nous n'avons pas suffisamment collaboré. L'architecture n'est pas uniquement le fait de notre Ecole. Si l'architecture est la maîtrise des Arts, le décorateur, le sculpteur, le peintre ou l'ébéniste font un peu, à leur façon, de l'architecture. Et ce n'est pas nous enrichir que de les ignorer. Nous devons être les maîtres d'oeuvre, d'accord. Mais il y a lieu d'intégrer ces diverses disciplines à la nôtre, et cela par une collaboration plus intense.

L'Exposition d'Architecture de cette année se veut le premier jalon vers cette orientation nouvelle. Peut-être verrons-nous, dans un avenir rapproché, une Semaine d'Architecture à laquelle participeront activement les Ecole d'Architecture de Québec, de McGill, les Beaux Arts, les Arts Appliqués... C'est à espérer.

Jean-Claude MARSAN, Président,
Association des Etudiants
en Architecture de Montréal.



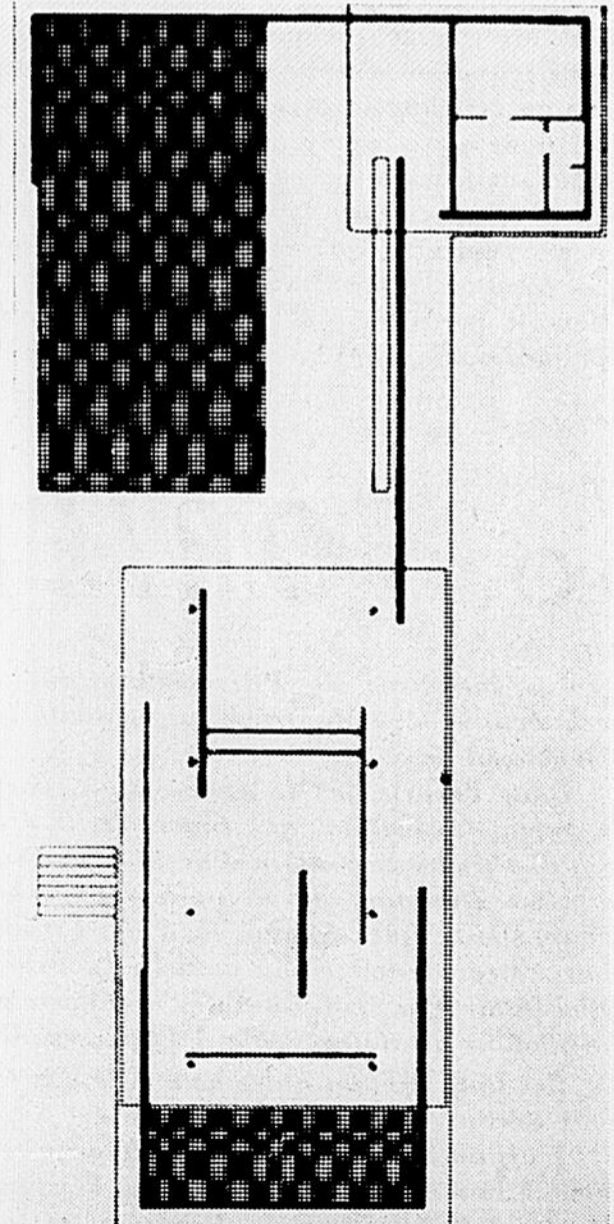
T.W.A. TERMINAL, N.Y.
ARCHITECTE: EERO SAARINEN
« Fluide spatial où vit l'homme »



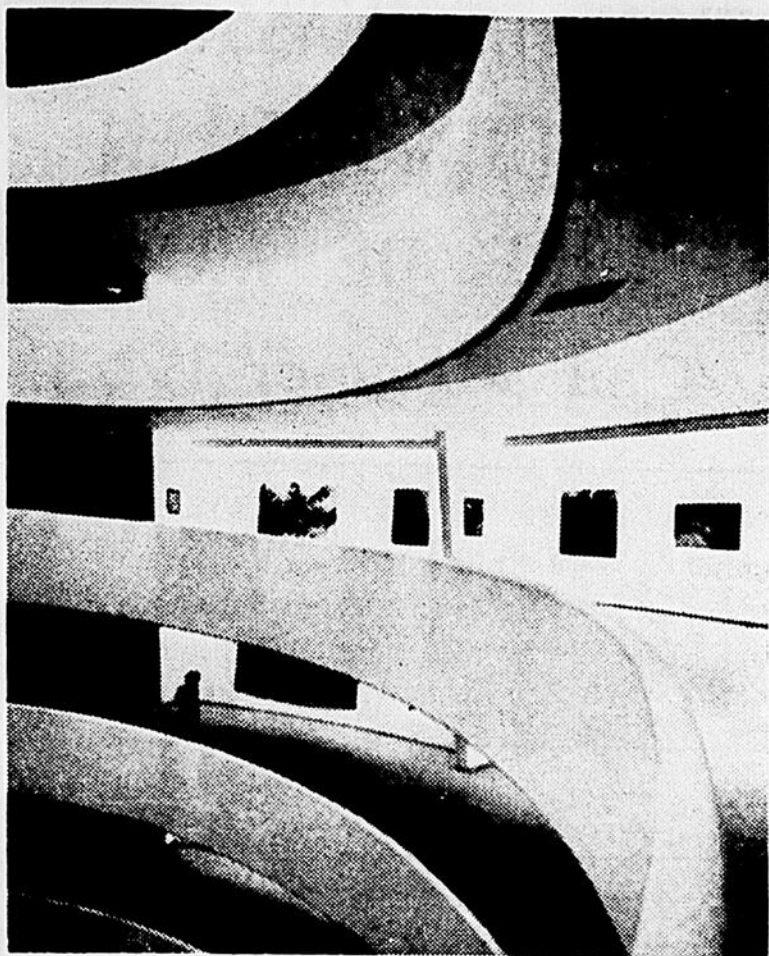
THE SALOMON GUGGENHEIM MUSEUM, N.Y.
ARCHITECTE: FRANK LLOYD WRIGHT
« Fluide spatial où vit l'homme »



PAVILLON PHILLIPS, BRUXELLES
ARCHITECTE: LE CORBUSIER
« Fluide spatial où vit l'homme »



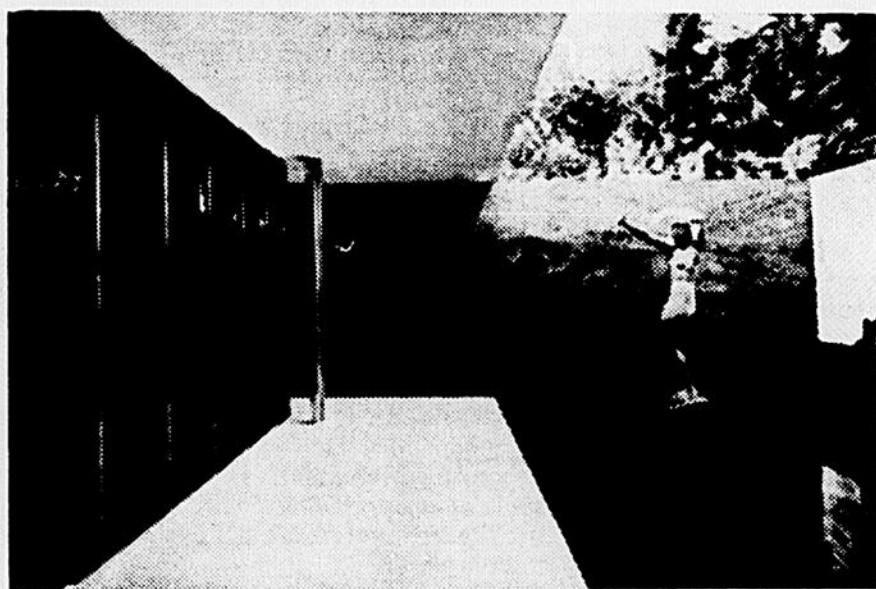
PLAN DU PAVILLON ALLEMAND, BARCELONE, 1927
ARCHITECTE: LUDWIG MIES VAN DER ROHE
« Fluide spatial où vit l'homme »



THE SALOMON GUGGENHEIM MUSEUM, N.Y.

ARCHITECTE: FRANK LLOYD WRIGHT

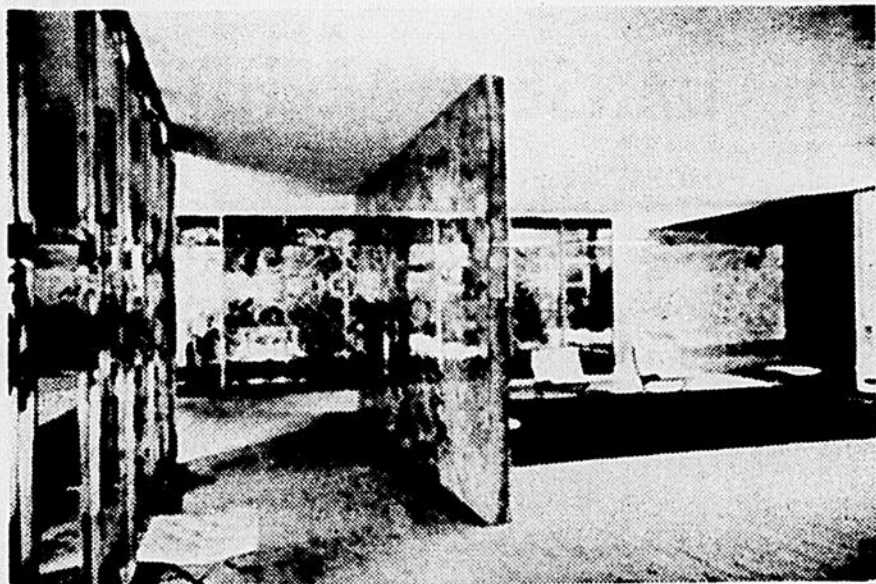
« *Fluide spatial où vit l'homme* »



PAVILLON ALLEMAND, A BARCELONE, 1927

ARCHITECTE: LUDWIG MIES VAN DER ROHE

« *Fluide spatial où vit l'homme* »



PAVILLON ALLEMAND, A BARCELONE, 1927

ARCHITECTE: LUDWIG MIES VAN DER ROHE

« *Fluide spatial où vit l'homme* »

RÉFLEXIONS SUR L'ARCHITECTURE

- Je rêve d'une architecture où il n'y aurait que du dedans.
- Concevoir l'architecture sans l'homme serait aussi idiot que de mentionner l'oeuf sans penser à la poule.
- L'espace : là où l'on dit qu'il n'y a rien et où pourtant l'on sait qu'il y a quelque chose.
- L'espace : ce qu'il y a à l'intérieur d'un contenant mais qui n'est pas le contenu. Quand vous entrez dans une pièce, vous n'appellez « espace », ni le contenant lui-même, c'est-à-dire les quatre murs, le plafond et le plancher, ni le contenu, c'est-à-dire tous les meubles et vous-même, vous appelez « espace » ce qui reste : le vide. Si la pièce est grande, vous dites : « Ce qu'il y a de l'espace, ici ! » Si, au contraire, c'est tout petit, vous murmurez : « C'est mesquin comme espace, ici ! »
- Le Corbusier dit : « Le premier geste de l'homme fut de prendre possession de l'espace ! » Qu'en a-t-il fait ?
- Bruno Zevi dit : « La valeur propre, originale de l'architecture est celle de l'espace interne » ...
- ... et il ajoute : « ... cet espace qui nous entoure et nous comprend constitue le critère principal pour le jugement d'un édifice et décide du « oui » ou du « non » de toute conclusion esthétique. »

En somme, si l'espace interne créé par l'architecte remplit toutes les conditions exigées par l'homme qui sera appelé à y vivre, c'est là oeuvre architecturale. Si non, ce n'est pas de l'architecture ; ce sera peut-être un bel amas de pierres, mais ça ne sera sûrement pas une oeuvre architecturale, c'est-à-dire une oeuvre d'art. Il est donc paradoxal de parler de bonne ou de mauvaise architecture. L'architecture est par définition bonne. La soi-disant mauvaise architecture n'en est tout simplement pas.

- L'espace tridimensionnel n'est que vision statique de l'intelligence. En réalité, une quatrième dimension s'ajoute : le temps.
- Voici un exemple pour illustrer l'influence du temps : Je prends mon paquet de cigarettes et l'éleve à la hauteur de mes yeux. Si je le regarde de face, je vois la largeur et la hauteur qui forment un rectangle très près du carré. La profondeur, je la devine car elle m'est invisible.

Je laisse le paquet immobile et me déplace autour de lui suivant un arc de 90°. L'apparence du paquet a changé : je vois la même hauteur, mais la précédente profondeur est devenue la nouvelle largeur pour donner un nouveau rectangle vertical, très mince. La largeur de tout à l'heure a disparu : c'est la nouvelle profondeur.

Et si je continue de voyager autour du paquet, je constate facilement sa transformation constante. Le paquet de cigarettes, tout en restant immobile par rapport à lui-même (ses trois dimensions statiques demeurent), varie constamment par rapport à moi qui me déplace autour de lui. Le problème serait absolument le même si le paquet de cigarettes était immense et si je me déplaçais à l'intérieur de celui-ci.

Envisager le paquet de cigarettes pour lui-même seul, n'offre aucun intérêt pour l'architecte. Ce serait comme construire un édifice sans tenir compte des hommes qui vont y vivre. L'architecte moderne doit donc construire non pas dans trois mais dans quatre dimensions.

(Suite à la page 10)

Réflexions sur l'Architecture

(Suite de la page 9)

— C'est le temps qui unit essentiellement l'homme à l'espace pour créer l'architecture.

— L'avenir se réalise pour se changer en passé... Cette notion du temps qui coule est expérimentalement vraie.

Qu'il le veuille ou non, l'homme ne peut pas être ailleurs que dans le temps.

En architecture, il faut créer des espaces qui collent au temps mobile, autrement l'homme s'y perd. Il faut donc créer des espaces mobiles.

Il est aussi logique de penser que l'homme devrait pouvoir couler d'un espace à un autre de la même façon qu'il se meut d'un instant à un autre.

— Le momentum du temps doit battre à l'unisson avec celui de l'espace. Ce rythme est vital pour l'homme.

— Comme tout espace n'est pas un point unique que l'homme peut voir et absorber en un seul instant précis du temps mais plutôt un ensemble infini de points qui varient constamment quand l'homme vit au milieu d'eux, il importe que cette multitude de points soient en accord avec la mobilité du temps et avec ce mouvement intérieur qu'est la vie humaine, c'est-à-dire que l'espace soit aussi fluide que le temps.

— Le prochain pas de l'architecture sera de supprimer les portes.

— Les volumes physiques céderont alors leur place aux volumes psychologiques.

— Fluidité des volumes internes qui glissent les uns dans les autres, qui s'imbriquent les uns dans les autres. Fluidité d'ambiances où l'esprit de l'homme se meut librement.

— Volumes psychologiques : ici, c'est le salon : tout est pour la détente, l'intimité, la conversation entre amis... là, c'est la salle à manger : tout concourt à la bonne chair : couleur, mobilier, lumière... nous savons très bien qu'ici, c'est le salon et que là c'est la salle à manger (nous le savons parce que dans les deux endroits, nous nous sentons très bien, à l'aise : il fait bon relaxer ici et casser la croûte là), mais nous ne savons pas où finit ici et où commence là. Il n'y a plus la brisure brusque de la cloison d'un volume physique. C'est l'ambiance qui définit le volume psychologique... or une ambiance ne se coupe pas au couteau... les volumes psychologiques sont fluides.

— L'espace tridimensionnel est statique, le temps lui donne le mouvement. C'est ce qui a fait dire à Gio Ponti : « L'architecture est une immobilité en mouvement ! ».

— Le ciel est un fluide spatial. Si je le regarde au-dessus de l'horizon, il me semble vertical comme un mur. Si je lève la tête pour fixer l'azimut, il est horizontal comme un plafond. Pourtant, on ne peut pas dire où il cesse d'être mur pour devenir plafond. On n'a pas non plus l'impression que le ciel est une surface sphérique qui entourerait la terre comme un globe.

— Fluide spatial... espace psychologique... ambiance... volumes mobiles... voici les termes de la future architecture.

— Une définition de l'Architecture :

« Fluide spatial où vit l'homme ! »

Michel LINCOURT
Architecture

EXPOSITION DE L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN ARCHITECTURE DE MONTRÉAL du 4 au 9 février 1963

Lundi — 8.30 hres P.M. — Vernissage

Mercredi — 8.30 hres P.M. — Forum

Vendredi — 8.30 hres P.M. — Danse

Lundi, le 4 février à 8.30 heures

AU GRAND SALON DU CENTRE SOCIAL

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION — sous la Présidence d'Honneur de l'Honorable
Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse.

Un vin d'honneur suivra cette inauguration. — — — Invitation à tous !

Mercredi, le 6 février à 8.30 heures

FORUM : qui fera suite à une journée d'étude de la part des étudiants des écoles
d'architecture de la Province sur le thème :

« La société a-t-elle besoin de l'architecte ? ».

Les invités seront :

M. Joseph Pauer - - -	architecte, professeur de l'E.A.M.
M. Claude Lanthier - - -	ingénieur-conseil, professeur de l'E.A.M.
M. Guy Desbarats - - -	architecte de la firme Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold, Michaud & Sise.
M. Jean-Claude LaHaye - - -	urbaniste, professeur.
M. Fernand Cadieux - - -	sociologue, professeur à l'U. de M.
M. Maurice Gauthier - - -	architecte, professeur à l'École de Québec.

Vendredi, le 8 février à 8.30 heures

AU GRAND SALON DU CENTRE SOCIAL GRANDE DANSE D'ARCHITECTURE

ORCHESTRE ET DIVERTISSEMENTS

sont spécialement invités :

Les Etudiants en Urbanisme

" " de l'École des Beaux-Arts

" " des Ecoles d'Architecture de Montréal, de Québec et de McGill.

Tous et Toutes sont invités à cette rencontre du milieu artistique.

Tenue de Ville — PRIX : \$1.00 le couple.

P.S.—L'Exposition d'Architecture à la mezzanine sera ouverte à votre
curiosité durant toute la soirée.

Chessman était-il coupable ?

OU

L'ASSASSINAT LÉGAL

III — Le Procès de Jésus-Christ

Un chemin

Aucun autre procès depuis les débuts de l'humanité, aucune autre condamnation n'ont soulevé autant de commentaires que cette longue marche au calvaire, un certain vendredi matin, il y a près de deux mille ans.

Jésus de Nazareth crucifié par la contre-réaction d'une foule vis-à-vis de son gouverneur romain a fait l'objet, tant par sa

doctrine que par sa personnalité, de nombreuses controverses. Certains voyant en lui un dieu, l'ont adoré ; d'autres, le croyant simplement humain, ont vu en lui un être génial. Certains encore voient dans sa doctrine des influences du confucianisme.

Mais dans le contexte de cette série de textes sur la dévalorisation de la personne humaine, nous nous contenterons de considérer le côté proprement humain (ou inhumain) de cette condamnation.

La condamnation

Il ne serait pas de mise dans ces lignes de nous apitoyer sur les supplices qui ont précédé la mise à mort de Jésus.

Nous nous devons de nous limiter aux motifs et à la forme de la condamnation elle-même.

Les motifs de cette condamnation étaient justes aux yeux de la loi judaïque. Jésus, en effet, arrivait un peu en anarchiste. De plus, personne ne l'ignore, il venait de passer plusieurs années

outré-frontière. Et si son arrivée était préparée par son cousin Jean le Baptiste, il ne faut pas oublier que ce même cousin a été exécuté par le roi Hérode. Et autant nous pouvons voir ces gestes avec distance, autant ces gestes dans leur contexte pouvaient exciter les passions du peuple.

Aux yeux des prêtres qui faisaient aussi figure de tribunal, son influence sur une partie imposante du peuple (5000 auditeurs au Sermon sur la Montagne) était un danger réel pour leur propre influence. Aux yeux des prêtres, Jésus devait disparaître. L'éclat de sa condamnation pouvait signifier pour les prêtres un accroissement de leur prestige vis-à-vis du peuple.

Par contre, une condamnation à mort devait être ratifiée par le gouverneur romain. Et là, il se passe quelques complications. Ponce Pilate ne trouve en effet aucun motif valable qui puisse amener la condamnation deman-

dée. Comme le procès est public, les prêtres poussent le peuple sur qui ils ont une très forte influence à réclamer la crucifixion de Jésus.

Le gouverneur tente en vain d'apitoyer la foule. Puis coup sur coup prend deux décisions : il accepte la condamnation sans en endosser la responsabilité, et, suprême dérision, pose une condition : que sur la croix soit affiché un écriteau où serait inscrit : Jésus de Nazareth, Roi des Juifs.

Ce dernier geste est significatif. La condamnation n'aurait-elle été l'effet que d'un compromis ? C'est probable. Les prêtres ont eu la tête, mais pas le prestige. Le gouverneur a eu lui le prestige en répondant aux voix qui voulaient la condamnation, et au cour qui admirait secrètement Jésus. C'est un peu ce qui a fait le génie politique des Romains.

Michel BEAULIEU

Un Leclerc égal à lui-même

"L'Auberge

des

Morts Subites"



Félix Leclerc a toujours conservé pour son enfance et le milieu dans lequel il l'a vécue une sorte de nostalgie qui a marqué toute son oeuvre et surtout ses contes.

« *L'Auberge des morts subites* » se situe bien dans la ligne Leclerc. Un archange, Célestin, reçoit quatre personnages assez hétéroclites, à la suite de leur mort subite : il est chargé de les « déshumaniser » avant de leur faire franchir l'étape qui les sépare de l'éternité.

Si l'on y retrouve pas explicitement cette nostalgie de l'enfance, il y a quand même la recherche d'un monde où l'homme ne réduirait pas tout à quelque abstraite idéologie, où l'activité humaine serait autre chose qu'une simple spéculation et où le désir de « parvenir » et celui de la renommée serait exclus. Et ce monde rappelle étrangement celui de l'enfance avec sa spontanéité, sa simplicité, sa

poésie, avec sa fantaisie et sa féerie. Cependant Leclerc, confronté avec la réalité de tous les jours, voit nettement qu'il s'agit là d'une utopie, d'un rêve d'adolescent : à preuve la situation même de la pièce (une auberge irréaliste quelque part entre ciel et terre) et la difficulté qu'éprouve Célestin à « déshumaniser » ses clients qui tenteront d'ailleurs, avec l'aide de satan, de retourner sur terre.

C'est là le message de Leclerc. Et il l'exprime dans une langue bien à lui, bien canadienne et qui fait rire, mais qui manque nettement de cette force nécessaire pour « rejoindre » le spectateur ; on en sort amusé et non convaincu. On aurait espéré qu'Yves Massicotte supplée à cette faiblesse dans l'expression, par une mise en scène plus ferme, qui eut davantage campé les personnages, au lieu de s'en tenir à une simple mise en place que n'excuse pas une scène répétitive par le décor.

Déplorable aussi cette finale « en mineur » de la pièce ; la première partie du spectacle traçait une progression à laquelle n'a pas répondu la seconde. Le spectateur avait l'impression de bloquer en un point mort ; et la finale en douce n'avait rien pour lui enlever cette impression.

Malgré tout, Leclerc plaît ; il parle aux hommes un langage qu'ils connaissent et qu'ils écoutent. Il conserve le charme de ses chansons.

Quant à l'interprétation, elle est très honnête, sobre. Celle de Paul Hébert, dans le rôle de Satan, sort de l'ordinaire ; sa versatilité est à souligner. Janine Sutto ne semble pas à l'aise.

En définitive, « *L'Auberge des morts subites* » connaîtra un succès. Félix Leclerc possède un public qui lui est fidèle et, dans sa nouvelle pièce, il demeure fidèle à son public. En somme, un Leclerc égal à lui-même.

Alain COUSINEAU

JUSQU'AU
23 FEVRIER

Naïves
Hirondelles

En vedette :

CHARLOTTE BOISJOLI, MICHELLE ROSSIGNOL,
JACQUES GALIPEAU, FRANÇOISE TASSE.

MISE EN SCENE DECOR MUSIQUE
Jean-Louis MILLETTE GERMAIN Jean-Marie CLOUTIER

(Demi tarif pour étudiants et syndiqués, sauf le samedi)

8h.30 tous les soirs (relâche lundi)
Dimanche soir 7h.30

VI. 2-2061



Le

THÉÂTRE
DES VRAIS
CONNAISSEURS

Egrégore



SPORT

PEAU NEUVE

L'A.A.U.M. « inaugure » un nouveau publicitaire sportif ou plutôt une nouvelle équipe publicitaire. Le nouveau directeur de l'équipe est William-B. Pellemans. Aussitôt après sa nomination, il s'est assuré de la collaboration de André Maisonneuve (Poly) et de Marcel Brosseau (Sciences). Le trio a l'intention de revigorer la chronique sportive.

Déjà en préparation, une série d'articles sur les sports pratiqués à l'U. de M. n'est que le premier pas vers la compréhension de l'esprit qui doit animer les étudiants face à ce problème. On y trouvera les besoins de ces sports, les moyens de les satisfaire, les qualités nécessaires à leur pratique et les avantages que l'on peut en retirer.

Evidemment, le tout servira, du moins dans l'intention des auteurs, à montrer jusqu'à quel point nous avons besoin d'un Centre Sportif, et les divers éléments qu'il devra nécessairement contenir.

La collaboration des gérants des divers sports déjà existants à l'Université, des conseillers sportifs de Faculté, des étudiants en général sera très utile, sinon indispensable.

L'ÉDUCATION PHYSIQUE DANS LA VIE DE L'HUMANITÉ

Il y a longtemps déjà le philosophe Friedrich Nietzsche disait : « Le temps viendra quand il n'y aura qu'un seul problème, celui de l'éducation. » Cette prophétie est aujourd'hui devenue réalité.

A la base des problèmes pédagogiques, des théories et des pratiques scolaires on trouve le même épineux problème : celui de la personnalité et à la base du problème de la personnalité on trouve le point névralgique : celui des relations entre le corps et l'âme, entre le somatique et le psychique, entre l'éducation physique et l'éducation intellectuelle.

L'éducation physique constitue donc une pierre angulaire

de notre système d'éducation, et de notre vie même.

Aux Etats-Unis, le président John-F. Kennedy indiquait par un article retentissant basé sur des données et des recherches scientifiques, (publié dans *Sports Illustrated*, déc. 26, 1960) la décadence physique de la nation et l'importance vitale de l'aptitude corporelle pour l'épanouissement total et harmonieux des individus et des sociétés.

Une telle conception de l'homme, bien comprise et bien mise en pratique, peut révolutionner les systèmes scolaires et inaugurer une ère nouvelle dans la vie des individus, des familles et des nations.

Il nous appartient donc, à nous, la « tête » d'un édifice national futur, de prendre conscience de cette réalité et de la mettre en pratique.

Finie l'époque des souffreteux, bilieux, hépatiques à coliques chroniques, la vogue est aux sportifs intelligents, à l'équilibre physico-mental.

Les Grecs étaient des penseurs et des athlètes, les Romains des militaires seulement, la Grèce s'est manifestée jusqu'à nous pleinement, Rome n'a laissé que des vestiges. Si notre nation veut un jour rattraper ce retard, une éducation à la fois intellectuelle et physique est indispensable.

William-B. PELLEMANS



Tenue
de
Gala
EN
LOCATION

20% d'escompte
aux étudiants

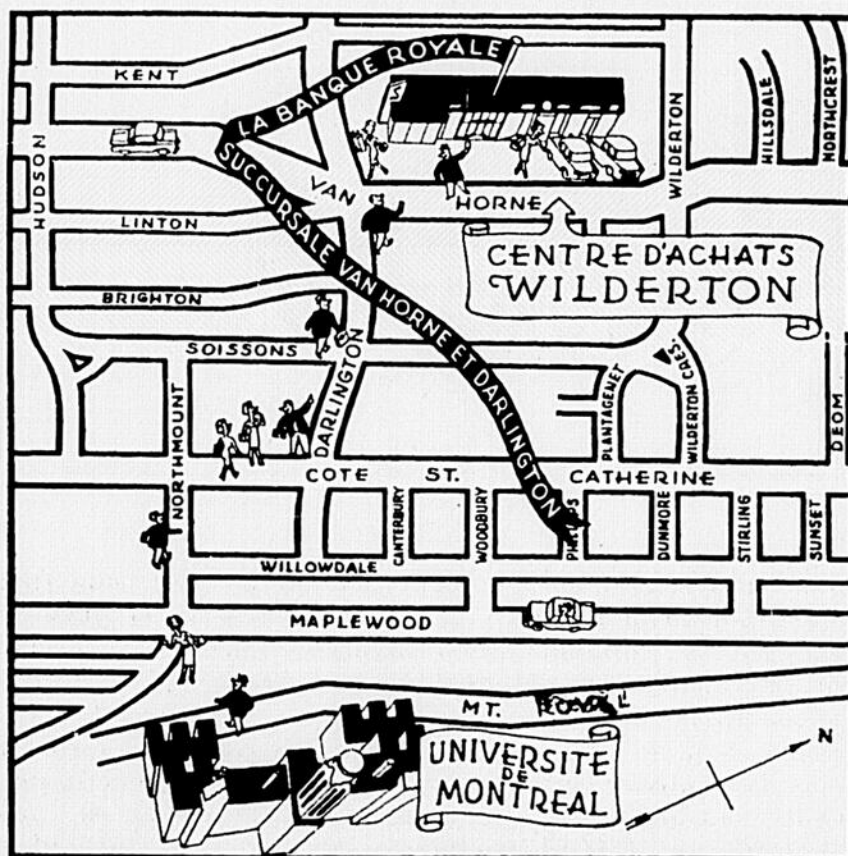
Le plus grand choix
au Canada de vêtements
de cérémonie.

Les plus récents modèles —
parfaitement ajustés
à votre taille.

Classy

4 MAGASINS MODERNES

- 6984 St-Hubert — CR. 1-1166
- 5320 ch. Reine-Marie — 482-6560
- 1227 Carré Phillips — UN. 1-3625
- 4806 ave du Parc — CR. 2-5704



NOTRE succursale du centre d'achats Wilderton — située non loin de l'université, à l'angle des rues Van Horne et Darlington — souhaite la plus cordiale bienvenue aux étudiants et au personnel enseignant et administratif de l'Université de Montréal. Nous sommes sûrs que vous aimerez faire vos opérations bancaires à la Banque Royale et que vous apprécierez la compétence et la courtoisie de notre personnel. Nous vous invitons à venir bientôt ouvrir un compte. Nous serons heureux de vous servir.



BANQUE ROYALE

Pour l'étudiant aux ambitions illimitées,
le summum de la sécurité.

Un beau rêve... réalisé par

LES PRÉVOYANTS
DU CANADA

ASSURANCE-VIE — ASSURANCE-GÉNÉRALE

Six bureaux à Montréal

UN. 1-8497
735-1665

RA. 9-3218
RE. 8-1943

LA. 4-3023
331-1350

Le Nouveau Parti Démocratique s'en vient!

Pour inaugurer les Débats-midi du second semestre, le comité chargé de cette organisation invitait mardi dernier, M. Michel Chartrand, vice-président du Comité provisoire du Nouveau parti démocratique.

La conférence de M. Chartrand a porté sur les trois points suivants: le bien commun de l'état, le refus des armes nucléaires pour notre pays et enfin, la possibilité d'une constitution propre au Québec.

L'Etat et le bien commun :

Partant du fait qu'ici, nous vivons sous un régime de classes, M. Chartrand a souligné qu'à peine 2% de l'ensemble des citoyens contrôlent le pouvoir économique. Il faut, a-t-il dit, que l'Etat ne soit pas un spectateur ou un simple gérant, mais bien « le promoteur du bien commun sur une base hiérarchisée », et qu'il permette ainsi au peuple de s'exprimer sur les choix à faire. Quand on se dit souverainiste ou séparatiste, a-t-il poursuivi, il faut exiger que l'état combatte le capitalisme « monopolistique ».

En réponse aux questions de plusieurs étudiants, M. Chartrand a ajouté que le N.P.D. préconiserait une planification à trois paliers, soient: industriel, régional et provincial, afin que cette planification soit plus démocratique, centralisée et efficace. Le rôle du gouvernement sera surtout d'orienter la planification.

Si l'intérêt particulier coïncide parfois avec l'intérêt général, a-t-il ajouté, cet état de choses se présente tout de même assez rarement. Les gens qui sont dans une démocratie doivent faire l'évaluation des besoins et le peuple décidera ce dont il a précisément besoin.

Pour ce qui est de l'assurance-santé, après avoir énoncé le principe que tous les êtres humains sont égaux et que les richesses doivent être mises à leur disposition, M. Chartrand a ajouté que tous devraient avoir les moyens non seulement de se soigner, mais aussi — et surtout — de prévenir les maladies et de ne pas attendre à la dernière minute quand il est trop tard. Ces idées s'appliquent non seulement dans le domaine de l'assurance-santé, mais aussi dans ceux de l'éducation, des pensions et de l'assistance sociale. Il faut en tout cas que les bénéficiaires aient leur mot à dire dans quoi que ce soit qui les touche de près ou de loin.

Ministère de la Paix :

S'appuyant sur divers auteurs tels que Bertrand Russell et le Père Lebreux, M. Chartrand a affirmé à son tour que l'on se trouve actuellement dans une situation de masse et qu'il est important pour tous, et surtout pour nos enfants, de se construire un climat psychologique favorable à une vie plus saine.

Si les partis politiques n'ont pas d'opinion sur le sujet des armes nucléaires, cela ne se comprend pas. Qu'est-ce que cela nous apporterait de posséder des armes nucléaires, de devenir des satellites militaires des Etats-Unis, quand déjà on en est des satellites économiques. A toutes fins pratiques, le Canada devrait se retirer de l'O.T.A.N. Cette organisation qui avait d'abord deux buts, l'un économique et l'autre militaire, ne fait que remplir le deuxième but et ceci, sous la tutelle des Etats-Unis.

Prendre le risque de gagner une guerre en tuant des milliers de personnes, est un retour à la barbarie. Si on ne possède pas d'arme nucléaire on ne se sentira pas obligé d'en lancer, on diminuera le risque d'accident et de plus, on ne sera pas attaqué avec d'autres armes nucléaires.

On se fera plutôt conquérir, puis à ce moment-là, on verra ce qu'il reste à faire.

Les jeunes Etats du tiers-monde, a-t-il enfin signalé, vont éventuellement se tourner vers l'U.R.S.S. où l'on s'occupe beaucoup plus des personnes elles-mêmes, pour elles-mêmes. Il faut donc lutter selon l'imagination et le courage pour une psychologie de la paix et non de la guerre.

Notre ministère de la Défense devrait être transformé en ministère de la Paix et, s'ils s'en trouvent qui veulent encore jouer au soldat, ils devraient plutôt offrir leurs services à la Police des Nations-Unies et qui a pour mission d'implanter la paix dans le monde.

Une Constitution pour le Québec :

Le N.P.D. est convaincu que l'expression « Etat du Québec » n'est pas une simple question de sémantique. Le gouvernement du Québec doit choisir entre deux alternatives soit de diriger le pouvoir, soit d'être le vassal d'Ottawa ou pour dire mieux, de Toronto. Selon M. Chartrand, il serait temps que le gouvernement de la Province de Québec revise « l'espèce de

constitution ». De plus, nous devrions être unanimes au sujet de la négociation des ententes avec le fédéral: selon que nous aurons atteint les objectifs que nous nous sommes fixés nous pourrions déterminer si oui ou non l'on doit coopérer ensemble. De toutes façons, il serait temps que le peuple sache quels sont au juste les pouvoirs et les obligations des gouvernements provincial et fédéral afin qu'il puisse voter en connaissance de cause.

Dans la nouvelle constitution du Québec, la Reine ne serait plus souveraine du Canada; le nom et le rôle du Lieutenant-gouverneur seraient transformés; le nouvel Etat contrôlerait toute la justice et posséderait un tribunal constitutionnel où ses délégués — nommés par lui — rencontreraient les délégués d'Ottawa pour régler les litiges Québec-Ottawa; Québec aurait de plus, le contrôle sur ses richesses naturelles, sur son commerce international, sur sa propre législation du travail, sur les transports et communications pour assurer une meilleure planification et enfin, sur tous les moyens de diffusion tels que la radio, la presse, la télévision et l'édition pour mieux sauvegarder sa culture.

L'Etat du Québec laisserait au Fédéral tout ce qu'il juge bon de lui laisser pour le bien commun du Canada tout entier comme par exemple, les timbres, la monnaie et le Ministère de la Paix.

M. Chartrand a enfin précisé que tout service public nécessaire au bien commun devrait être nationalisé et ceci ne veut pas dire seulement l'électricité. Toutefois, pour ce qui a trait aux ressources naturelles, il y a certaines réserves à faire car, le jour où il y aura des gouvernements « sérieux », des compagnies « sérieuses » négocieront et l'on pourra ainsi déterminer les prix.

Rassurez-vous: M. Chartrand — qui garde sa barbe, a-t-il dit, pour jusqu'au jour où nous serons revenus avant la Confédération — a souligné qu'il n'était pas nécessaire de nationaliser les collèges classiques...

Andrée-Anne
CHARBONNEAU

BUREAUX A LOUER, chauffés et bien situés. 1er étage — Usage de la cuisine, salle d'attente, toilette, tuile.

Déterminer près boul. Rosemont
RA. 9-1421 ou 728-8175



LA BARBE DE FIDEL :
UN NOUVEAU
MICHEL CHARTRAND

CONFÉRENCE

« L'apport du syndicalisme dans le progrès social et culturel »

JEAN MARCHAND

14 février — 8:15 p.m. en H-415

— Entrée libre —

Association des Etudiants de l'Ecole Normale Secondaire

SOIRÉES LITURGIQUES

LIEU : SALON DES MESSIEURS,
3ème étage, Centre Social

Mardi, le 12 février :

- 5.30 p.m. : Liturgie de la Parole (Chapelle).
- 6.00 p.m. : Souper.
- 7.30 p.m. : RÔLE DE L'ASSEMBLÉE À LA MESSE
Père Kanthius Mathura, Franciscain.
(suivi d'une période de questions)
- 9.00 p.m. : Clôture.

Mercredi, le 13 février :

- 7.30 p.m. : RÔLE DE L'ÉQUIPE LITURGIQUE DANS L'ASSEMBLÉE.
Père Gignac, Dominicain.
(suivi d'une période de questions)
 - 9.15 p.m. : Messe dialoguée (Chapelle).
- Bernard PHILOGENE,
responsable de l'équipe liturgique.

EGO SUM PAUPER...



CHACUN SAIT...

Chacun sait les répercussions de la conquête de 1760 sur la colonie française du Canada, soudainement coupée, par la politique et la distance, de ses anciennes sources d'approvisionnement, et se retrouvant sans chef devant la redoutable puissance d'assimilation du géant britannique.

Le nouveau régime devait avoir des conséquences directes sur l'instruction publique. « *A l'époque de la conquête, il n'y avait dans toute la colonie que le collège des Jésuites, le petit séminaire de Québec, les pensionnats et externats des Ursulines à Québec et aux Trois-*

Rivières, le pensionnat de l'Hôpital-général, les écoles des Soeurs de la Congrégation assez peu nombreuses, et quelques écoles de garçons dirigées par des Pères ou des Frères Récollets ou par des instituteurs laïques subventionnés par les Jésuites, par les Sulpiciens ou par les curés. » (1)

Dans les campagnes, l'instruction était dispensée par les curés, les notaires, les fils de famille et quelques maîtres ambulants, il y avait aussi un certain nombre d'écoles tenues par des congrégations religieuses. L'enseignement tenait pratiquement à une seule institution, l'Eglise, qui en avait fait un service social gratuit.

Au lendemain de la conquête, le clergé voit ses effectifs diminués par le retour d'un certain nombre de prêtres en France, et l'impossibilité d'en faire venir d'autres.

N'ayant même pas suffisamment de prêtres pour l'exercice du ministère, l'Eglise se voit obligée de négliger l'enseignement. Les communautés religieuses, gênées dans leur recrutement, doivent abandonner un certain nombre d'écoles : les revenus leur manquent autant que le personnel, par suite de la perte

des subventions et des rentes de France, et la confiscation de leurs propriétés immobilières au Canada. L'enseignement secondaire est encore plus gravement atteint, puisque « *au logement des troupes de Sa Majesté, l'on n'a trouvé rien de mieux que d'affecter l'unique maison d'enseignement secondaire au pays,* » (2) le collège des Jésuites.

Dans de telles circonstances, le dénuement intellectuel de cette époque n'a rien d'étonnant. Les hauts fonctionnaires coloniaux n'ont pas ménagé les brûlantes railleries, les jugements sévères à ce sujet, ce qui, d'ailleurs, « *a de quoi surprendre de la part de gens venus d'un pays de vieille formation, et où, cependant, s'il faut en croire quelques historiens anglais, l'on eût vainement cherché, avant 1808, un système d'enseignement qui méritât quelque peu le qualificatif de national. Quoi de plus triste à cette époque que la situation scolaire d'un vieux pays comme l'Ecosse! Aux portes mêmes de l'Angleterre, se peut-il rien de plus lamentable que l'état d'ignorance où les gouvernants britanniques laissaient croupir les masses irlandaises!* » (3)

Il n'en reste pas moins que deux générations d'enfants canadiens seront privés d'instruction. En plusieurs paroisses, en 1824, il ne reste que cinq ou six personnes capables d'écrire ou de compter, « *le quart environ de la population sachant lire de façon passable; un dixième tout au plus, en état d'écrire son nom.* » (4) Comme tous les maux, l'ignorance qu'on cesse de combattre va en s'aggravant : « *La première génération qui suivit la conquête avait, sans nul doute, souffert de son ignorance; la deuxième s'y résigne, en attendant que la suivante s'y complaise* » (5).

A ce tableau désolant peuvent encore s'ajouter deux traits : le manque de maîtres et la rareté extrême des livres. Quand l'ignorance est générale parmi la population, où prendre des maîtres qualifiés? D'autant plus qu'il n'existait pratiquement aucune institution pour les former. La première école normale n'ouvrit ses portes que le 5 septembre 1837, à Montréal; elle dura cinq ans (il apparaît que les cours n'en furent pas interrompus pendant les troubles de 1837) mais le nombre total des élèves ne paraît pas avoir dépassé dix-neuf.

L'insuccès de cette entreprise peut être attribué, non au manque de vision ou d'idéal de ceux qui en furent les promoteurs, mais à des circonstances extérieures telles que la nouveauté de l'institution, la transition entre deux formes de gouvernement pour le Canada et l'atmosphère de cette époque difficile. Au surplus, le salaire de famine qu'on donnait aux instituteurs ne permettait pas d'en attendre de merveilleux résultats, car, pour arriver à vivre, ils devaient se livrer aux besognes les plus disparates : peintres, charpentiers, cordonniers, secrétaires et même photographes.

Cela explique le manque d'intérêt de la population pour l'instruction. Un témoignage adressé par Jacques Crémazie, avocat de Québec, au comité d'enquête institué en 1853, mérite d'être cité en grande partie : « *Le manque de considération dont jouissent les instituteurs, le maigre traitement qui leur est fait, la pauvreté, les besoins avec lesquels ils sont aux prises, la dépendance dans laquelle ils vivent, tout contribue à donner à la partie non instruite de la population, une idée bien désavantageuse de l'instruction.* » « *A quoi sert, (dira un cultivateur aisé et ignorant), à quoi sert l'éducation? Voyez le maître d'école qui est savant comme le curé? Eh! bien, il est pauvre, personne ne le respecte; moi, qui suis important, qui ne sais ni lire, ni écrire pas plus que mon père et mon grand-père l'ont su, je suis riche et considéré : je suis marguillier et conseiller municipal. Sans instruction, j'ai pu acquérir du bien, de l'influence parmi ceux de ma paroisse. C'est donc pas vrai que l'éducation aide les gens à amasser du bien, puisque partout, les maîtres d'école sont pauvres et moins considérés que le bedeau de la paroisse. Car enfin, si l'instruction sert à enrichir le monde, pourquoi les maîtres d'école qui donnent l'instruction aux autres, sont-ils tous si pauvres, si misérables, si peu considérés?* » (6).

Enfin, si l'on se rappelle que, depuis 1701, la France et l'Angleterre se hérissent l'une contre l'autre du protectionnisme le plus rigide, de même que les périodes de guerre ou d'hostilité entre les deux pays à cette époque : révolution américaine, révolution française, guerres napoléoniennes, on comprendra que, pour plus d'un demi-siècle

après la conquête de 1760, le commerce des manuels scolaires ait été impossible. Les maîtres se trouvent quelque peu gênés par l'absence de ces outils assez indispensables. Pour en imprimer au pays, il aurait fallu des capitaux, et des gens qualifiés pour en rédiger.

En conclusion, il faut dire que ces difficultés ne sont pas l'effet d'une politique consciente entre l'instruction publique, mais plutôt l'inévitable conséquence d'une politique générale. « *La responsabilité des premiers gouvernants anglais serait plutôt de caractère négatif. Pas plus dans le Royaume-Uni qu'en France, l'instruction populaire n'a cessé d'être affaire d'initiative privée ou fonction d'église. A peine la thèse d'Adam Smith est-elle énoncée, qui fait de l'éducation du peuple, une fonction de l'Etat, parce qu'ainsi l'exigeraient, au dire du philosophe écossais, les formidables et complexes besoins des nations modernes.* » (7)

De toute façon, il n'est pas question ici de partager les responsabilités, mais d'établir un fait capital : celui du grave ralentissement de la vie intellectuelle au Canada français après la conquête. « *Des observateurs n'ont pas manqué, qui ont noté, et trop souvent sur le ton désobligeant, la démarche un peu lente, un peu indécise, du peuple de cette province, dans le domaine de l'économique, des lettres et des arts. Combien se fussent épargné ces sévérités en observant mieux le point de départ de 1760. Le Canada français porte en son destin cet élément tragique de passer son temps à rattraper du temps perdu.* » (8) Marthe LEPINE

(1) *L'instruction publique au Canada*, par M. Chauveau, ancien ministre de l'instruction publique dans la province de Québec. Québec, 1876. p. 54-55.

(2) Abbé Lionel Groulx, *L'enseignement français au Canada*, tome I : Dans le Québec. Montréal, 1931. P. 48.

(3) Idem, p. 49.

(4) Idem, p. 50.

(5) Idem, p. 52.

(6) Cité par Louis-Philippe Audet, dans *Nos maîtres*, L'Action Catholique, Québec, livraison du 8 novembre 1962.

(7) Abbé Lionel Groulx, *L'enseignement français au Canada*, pp. 57-58.

(8) Idem, p. 58.

Lorsqu'il désire LOUER un

HABIT de CÉRÉMONIE

à un prix économique

LE CARABIN,

soucieux d'être un homme

bien mis,

s'adresse à

9 ouest, rue Notre-Dame

Tél. 842-3901



M. A. BRODEUR
ENRG.

TAILLEUR — MERCERIE

Bernard Brodeur | props.
Paul Brodeur, Po. 24

Le seule maison
canadienne-française de ce genre

Etablie depuis 1890

Une méthode rapide et sûre pour maigrir

Les résultats obtenus sont spectaculaires! Ainsi, des obèses ont perdu jusqu'à deux livres et demie par jour... sans médicaments et (après un jour ou deux) sans souffrir même de la faim. Lisez dans SÉLECTION du Reader's Digest de février comment cette méthode fort ancienne, que l'on connaissait déjà aux temps bibliques, s'est révélée d'une efficacité merveilleuse dans les cas où toute autre méthode d'amaigrissement avait échoué. Achetez Sélection de février dès aujourd'hui!

À VOTRE SERVICE

BANQUE

CANADIENNE

NATIONALE

LE "BIRTH CONTROL" : SOLUTION DÉFINITIVE?



Le « Birth Control » offrira-t-il la solution définitive au problème qui menace notre monde? Il semble que certains y mettent beaucoup d'espoir. Mais nous croyons que le malaise auquel nous faisons tous face aujourd'hui est vaste et complexe et qu'une vue plus nuancée s'impose. Peut-être nous indiquera-t-elle une conduite plus sage, plus humaine, et d'autant plus prometteuse.

La surpopulation :

C'est un fait. La surpopulation risque de mettre en danger notre planète et les civilisations qui l'habitent. La procréation du genre humain se poursuit à un taux qui nous paraît effarant. De 2 milliards 497 millions qu'elle était en 1950, la population mondiale aura triplé ses effectifs pour atteindre un chiffre probable de 6 milliards 269 millions, vers l'an 2000. Et dès lors, son accroissement ne s'en trouvera encore que multiplié, pour progresser de façon géométrique et continue.

Nous faut-il déjà entrevoir le jour où un immense flot humain aura envahi le globe, et où ses individus seront condamnés à vivre coudre-à-coudre, « tassés comme des moutons » ?

C'est probablement reporter là un peu loin le fruit de notre imagination.

Le problème est réel. Encore faut-il le considérer avec discernement.

Si l'on conserve la vitesse d'expansion de l'humanité à l'espace vital utilisable, on constate que la surpopulation n'est pas à l'heure actuelle une question mondiale mais plutôt régionale.

Alors que certains territoires sont en voie de *congestion humaine*, d'autres continents offrent encore d'immenses espaces inexploités, en friche, faute de population. A côté de l'Inde, du Japon et de la Chine qui souffrent d'une concentration humaine débordant les capacités de leur économie, on remarque l'Union soviétique avec ses 9 hab./km², l'Afrique avec 8, et l'Océanie avec 2 seulement. Or c'est justement dans les pays déjà surpeuplés que l'accroissement démographique est le plus rapide.

A la lumière de ces faits, il faudrait être très pessimiste

pour envisager que la surpopulation offre un danger imminent pour toutes les régions du monde dans l'état actuel des choses. Sans vouloir nier, toutefois, qu'elle pose un problème grave à certains endroits.

Limitation des naissances :

On a prôné le « Birth Control ». On dit qu'il est grand temps d'agir, de se réveiller avant qu'il ne soit trop tard. Certains pays l'ont même légalisé, à savoir en particulier : le Japon, la Chine et la Suède. On a tenté de l'implanter aux Indes, mais sans succès. Plusieurs individus, de nombreuses sociétés se sont faits les plus violents défenseurs d'un malthusianisme intempestif devant la multiplication ultra-rapide des peuples sous-développés, craignant sans doute un envahissement massif de leurs propres territoires par ces civilisations étrangères.

D'autres vont plus loin, et remettent aux soins de l'Etat le pouvoir de régler le taux de la natalité : « la fécondité hors les cadres de la loi serait un crime ! » On voit ici poindre l'utopisme du « Brave New World » de Huxley, avec son ministère de l'Amour et tout le reste. A la vue de tels propos, nous éprouvons de la difficulté à comprendre comment, au nom de la dignité humaine, les mêmes individus bien souvent puissent s'opposer avec acharnement à la « peine capitale ». Pourquoi une telle ambivalence de pensée ?

Mais quelle est la réponse des faits dans les pays où le système est mis à l'essai ?

La limitation des naissances légalisée n'a pas réussi à faire diminuer le nombre d'avortements criminels dans ces pays. Par exemple, au Japon, la proportion d'avortements criminels est passée de 30% (en rapport avec le nombre de grossesses) en 1952-53 à 52,8% en 1957-58. Cette même législation a-t-elle fait régresser le problème de la faim dans le monde ? Pas plus, pour la simple raison que les méthodes anti-conceptionnelles se sont diffusées presque uniquement dans les milieux urbains, alors que ce sont surtout les populations rurales qui sont affectées par le manque de ressources nutritives.

Le résultat obtenu au Japon a semblé un succès, du moins pour ce qui est de la diminution des naissances. Mais alors, on a vu apparaître un autre problème. En effet, on s'est trouvé devant une population vieillissante, avec une jeunesse par trop insuffisante pour prendre la relève. D'ailleurs ce vieillissement de la population s'observe également dans les pays d'Europe où la natalité a subi une certaine baisse. En France, par exemple, où les techniques anti-conceptionnelles et l'avortement clandestin ont depuis longtemps une grande popularité, bien que illégalement pratiqués, le taux de sexagénaires passera de 16,2% qu'il était en 1950 à 17,1% en 1980. L'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne connaîtront le même phénomène et verront leur taux augmenter dans une proportion de 3 à 6%.

Au Japon, on observe déjà les conséquences d'une génération vieillissante, sclérosée. Ce pays est aux prises avec un manque de main-d'œuvre, à tel point qu'il doit maintenant faire appel à des travailleurs Coréens et autres pour remplir les cadres de son industrie. Sa politique de limitation en masse des naissances a créé un trou dans sa société, et il se voit dans l'impossibilité de le combler adéquatement par ses propres effectifs.

Le problème économique :

Non. Une solution aussi simple ne peut définitivement pas satisfaire aux exigences d'une situation aussi complexe.

Le problème actuel est beaucoup plus celui d'une mauvaise distribution démographique que d'une surpopulation. C'est une réponse économique qu'il faudra lui apporter.

On remarque, en effet, que c'est dans les pays économiquement faibles que la situation est la plus urgente. Et c'est justement en raison du manque de développement de leur économie que ces nations se voient dans l'impossibilité d'absorber le taux sans cesse croissant de leur population.

L'aménagement des territoires inutilisés de ces régions ouvrira la porte à de nouvelles possibi-

lités de logement. L'industrialisation de ces pays offrira du travail à leurs ressortissants et contribuera à rehausser leur niveau économique.

On n'a qu'à regarder les pays hautement industrialisés. Ainsi la Hollande, avec ses 340 hab./km². (soit la plus haute concentration au monde) ne suffit pas à fournir les besoins de son industrie et se voit dans l'obligation d'importer des travailleurs étrangers.

C'est par l'industrialisation seulement que ces continents pauvres pourront accroître leur capacité de production et assurer le revenu nécessaire à la survie de leur population. Un second effet, tout aussi important, en découlera également. Les populations de rurales qu'elles sont, deviendront surtout urbaines. Or avec l'urbanisation, on verra graduellement diminuer le taux des naissances. On assistera peu à peu à l'élévation du niveau d'instruction des masses. En définitive, ces pays deviendront plus aptes à contrôler leur économie, à améliorer leur niveau de vie et à se suffire à eux-mêmes.

Les moyens à prendre pour arriver à rehausser le standard économique et à sortir de leur marasme ces nations actuellement débordées, on ne les trouvera que dans les mesures sociales et d'entre-aide internationale (sans toutefois retomber dans le colonialisme qui a si longtemps caractérisé notre civilisation occidentale).

D'autre part, une certaine planification de la natalité s'impose également, là où le surpeuplement est un problème imminent, à cause d'une disproportion extrême entre le développement économique et démographique. Par ailleurs, la régulation des naissances, même si elle s'impose parfois, ne doit pas passer outre à la liberté et à la dignité humaines, que l'on défend pourtant avec fermeté quand on aborde des problèmes d'un autre ordre. Les procédés anti-conceptionnels et l'avortement s'étant montré inefficaces jusqu'ici, on n'a d'autres ressources que de recourir à une façon plus humaine et plus naturelle pour tenir dans les limites de la normale un accroissement de population qui autrement risquerait de devenir prohibitif.

Saper par la base des populations entières ne règlera en rien leur problème d'aujourd'hui. Le « Birth Control » est une solution de nations riches. Elles cherchent ainsi à s'éviter l'obligation d'une contribution économique qui n'irait pas tout à fait dans la voie de leur propre avantage.

Notre globe n'est certes pas en voie de se tarir de ses ressources. Les espaces inhabités sont encore immenses. Il s'agit de les exploiter adéquatement. Et la technique moderne n'a pas fini de nous fournir les moyens innombrables pour y parvenir.

Peut-être notre système économique occidental est-il retardataire à certains points de vue. Il aurait avantage à emprunter un peu au Marxisme. Qu'il cesse de s'enfermer dans des frontières qu'il protège jalousement. Qu'il offre les possibilités d'une meilleure répartition des masses humaines et des ressources économiques. L'ère des cadres nationaux est passée. C'est dans cette seule optique que s'offre une solution aux régions menacées par leur accroissement disproportionné. Elle est aux mains de nos politiciens et de nos économistes.

L-Conrad PELLETIER



Lors du Varsity Week-End

VIVE LA RÉVOLUTION

Vous voudrez sans doute savoir, si vous avez vu LA PRESSE de samedi, de quelle façon « gendarme » nous avons reçu les Anglais de Toronto.

Quatre tables du C.P.R., le drapeau du Québec de l'A.G.E.U.M., une boîte à quatre photos pour 25¢ constituaient notre mobilier. Quelques pancartes : « Bienvenue dans l'Etat du Québec », « Douanes », « Préparez vos passeports, visas, etc... », « Ici, l'on ne parle que Français ». De nombreux confettis et serpentins de papier, un groupe plein d'entrain où les mots de bienvenus se mêlaient à ceux de « Vive la Révolution ».



L'armée révolutionnaire brillait par son manque de discipline et la provenance diversifiée de ses uniformes : le C.E.O.C. et la Marine firent leur part en fournissant trois uniformes où les brassards du R.I.N. remplacèrent les couronnes et les lions britanniques ; deux barbus faisaient honneur aux uniformes des miliciens de Castro et le « Cheuf » fit grande impression par la longueur toute révolutionnaire de ses moustaches. L'armement : plusieurs pistolets du « Far-West », une carabine 22, et une ceinture de balles 303.

« Mais vous n'avez donc pas lu le journal de ce matin. » Et le fusil dans les côtes, les Torontois durent s'avancer aux tables de la douane pour faire inspecter leurs valises. La boisson fût confisquée : « Un peuple sobre est un peuple fort », ainsi que tous les objets hétéroclites trouvés dans les valises des garçons : paraît-il que les soeurs d'un des nôtres en auront assez pour maintenir leur beauté pendant un an.

Pour compléter un visa, il faut une photo. Mais il n'était pas question de gaspillage. Pour 25¢, il nous fallait quatre photos de personnes différentes. Ce n'est donc pas toujours sur leur visage que la caméra surprit la terreur des Torontois.

Chaque personne fût soigneusement contrôlée, étiquetée et enregistrée et quand le dernier Torontois arrivait devant le dernier fonctionnaire (c'est un euphémisme), il ne pût s'empêcher de s'exclamer : « *That's certainly a French country, the customs are slow.* »

Le Québec français s'est fait connaître

Qu'une dizaine d'étudiants de Toronto aient retardé leur voyage de retour pour assister à la dernière représentation du Festiv-Arts que donnaient les trois chansonniers, c'est certainement un signe de l'intérêt qu'a suscité chez eux la découverte du Québec et de son milieu étudiant.

A Toronto nous les avons frappés par l'enthousiasme manifesté tant dans les discussions politiques que dans les explications que nous leur donnions de notre peinture, de nos chansonniers, de notre association étudiante. Je n'avais pas mesuré alors quelle impression profonde nous avions produit sur eux.

Leur attitude à Montréal nous a révélé qu'ils n'avaient pas oublié les discussions d'alors. Ce qu'ils ont apprécié, au Canada français ce n'est pas ce qu'il a de semblable au Canada anglais mais ce qui le différencie.

Il faut dire d'ailleurs, que sans le vouloir, nous avons agi avec énormément de psychologie. La journée de vendredi, nous l'avons passé dans les Laurentides à faire du ski. Or les pentes de ski sont très éloignées de Toronto et les étudiants de là-bas font peu de ski.

C'est là, un accident géographique mais cela n'en établit pas moins une différence de plus entre Toronto et Montréal.

Nous avons voulu leur montrer une réception originale et nous leur avons imposé le Français aux douanes de l'Etat du Québec. Ils ont apprécié la réception mais déjà, ils prenaient conscience des différences entre eux et nous.

Huguette Oigny, notre conférencière invitée parle peu l'Anglais. Mais comme toute grande artiste, elle communique autant par les gestes et la chaleur de sa voix que par ses paroles. Ils ont peu compris de ce qu'elle disait mais ils ont senti quelque chose d'intéressant et de valable regrettant leur ignorance de la langue française.

Le restaurant Hélène de Champlain où la ville nous reçut est un produit du bon goût, de l'originalité et de l'intelligence de notre administration. Les Torontois y furent sensibles.

Je ne veux pas jouer au psychologue mais si tout ce qui fait leur plaisir pendant trois jours provient de la différence qu'il y a entre le Canada anglais et le Canada français, il est certain que la conviction naîtra en eux que cette

différence est digne d'appréciation et qu'il faut la maintenir.

Je ne crois pas qu'un seul d'entre eux pourra maintenant parler lucidement d'« unité » canadienne; ils parleront plutôt d'« union » marquant par là leur désir de voir se développer un Canada français différent qui leur apparaît aujourd'hui si plein de dynamisme.

Ces rencontres sont placées sous le signe de l'amitié. C'est certainement une expérience humaine enrichissante si l'amitié qu'ils nous portent provient maintenant de leur appréciation pour ce qui nous distingue. On a tellement souvent cherché à faire passer tous les hommes par le même moule.

Si l'A.G.E.U.M. en finançant la plus grande partie du Varsity Week-End avait pour but de faire connaître aux Torontois les caractères distinctifs du milieu étudiant québécois, elle a certainement atteint son objectif.

Mais elle a fait plus car elle a fait naître l'estime réciproque et la conviction que l'amitié se fonde dans le respect de l'autre plus que dans l'admiration que l'on porte à un autre soi-même.

Serge MENARD

La Chronique des Mauvaises Choses

Le zouave, qui l'aurait crû, continue de proliférer au Canada français. Espèce inconnue ici, il se mit à germer vers la fin du XIXe siècle, question d'aller défendre les Etats pontificaux supposément en danger. Multes Canadiens-français, bouleversés à la pensée de voir le vicaire de Jésus-Christ être délogé de la chaise gestatoire par la force des armes, décidèrent donc d'offrir leur sang et par voie de conséquence leur vie, afin d'aller défendre les intérêts des peuples civilisés c'est-à-dire catholiques, convaincus qu'ils étaient, avec raison d'ailleurs de la primauté du spirituel sur le temporel. Ils partirent donc, et revinrent. La banque du Saint-Esprit étant devenue une grosse affaire digne de la Suisse, il n'est évidemment plus question pour personne d'aller s'attaquer aux Etats pontificaux dont la puissance temporelle est réduite à une existence symbolique, ce qui est une façon de parler fort

prisée des bien-pensants. Mais les zouaves là-dedans? C'est justement la question. Il ne faudrait pas croire pour autant qu'ils se « laisseraient disparaître » aussi facilement. La guerre n'étant plus leur idéal, il en fallait un autre. Que dis-je un autre. Des autres. Ce furent l'ordre, la discipline, l'entraide fraternelle, la sobriété (du costume sans doute), la décence (du langage et du maintien) et les bonnes moeurs.

Il faudra organiser, par un de ces prochains dimanches, une expédition dans l'une des paroisses de Montréal où les zouaves s'agitent. Car aujourd'hui nos anciens bellicistes montent la garde pendant la messe, parés du bel uniforme qui a fait leur renommée, lequel uniforme, le répètera-t-on assez, est élégant, discret et de bon goût.

Et je ne parle pas des corps de cadets, particulièrement ceux de Shawinigan que l'A.G.E.U.M. avait l'honneur

d'accueillir au carnaval. Que dire alors des charmantes Majorettes de la même ville? On y reviendra.

Dans un récent numéro du Q.L., une jeune fille, sans doute sous le coup d'une quelconque émotion écrivait que Festiv-Arts était dispendieux pour les étudiants. Il existe pourtant un moyen d'assister gratuitement aux spectacles de l'A.G.E.U.M., bonne demoiselle. Il s'agit tout simplement de vendre des programmes.

Un personnage haut placé dans l'administration de l'Université et de plus en plus haut en couleurs était interviewé par un journaliste de *La Patrie* qui voulait savoir ce que le dit-personnage haut placé et haut en couleurs pensait de l'acquisition d'armes nucléaires par le Canada. Et comme il n'avait pas d'opinion sur le sujet, le personnage haut en couleurs déclara... qu'il n'avait pas d'opinion là-dessus.

Serge GRENIER